Parti Socialiste
Convention nationale
Dimanche 8 décembre 1974

Sommaire

Le président (Paul Lussault) 1
Pierre Mauroy 1
Saunier (Fédération des Côtes du Nord) 12
Christian Pierret (Fédération de Paris) 14
Raymond Douyère (Fédération de la Sarthe) 17
Yves Durand 19
Didier Motchane 21
Barjon (Fédération de la Loire) 23
Marcel Debarge (Fédération de la Seine-Saint-Denis) 24
Pierre Carassus 27
Jean Garel (Fédération de l'Aisne) 29
Raymond Chaudron (Fédération de l'Yonne) 31
Peron (Fédération du Val d'Oise) 32
Clermot (Fédération du Tarn) 33
Abdelali Benamour (Fédération de l'Hérault) 34
Annick Poncet (Fédération du Val d'Oise) 35
Jean Oehler (Fédération du Bas-Rhin) 38

(Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Paul Lussault.
Assesseurs : Michel Doucet de l'Eure et Jules-Louis Clermont, du Tarn.

Le président (Paul Lussault)

Chers camarades, avant de commencer cette séance, la trésorerie nationale demande à chaque délégué de fédération de bien vouloir passer au stand de la trésorerie pour prendre la situation de la trésorerie.
Cette situation sera nécessaire pour le calcul des mandats en vue du prochain Congrès.
L'ordre du jour des travaux de cette Convention nationale appelle ce matin en premier lieu la rapport de Pierre Mauroy sur les activités du Parti depuis la dernière Convention nationale.
Après ce rapport se situeront les interventions des camarades et des délégués de fédérations et la matinée sera consacrée, en fin de séance, à l'intervention de François Mitterrand.
La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Chers camarades, je dois vous présenter le rapport sur les activités des

Collection Jean Jaurès

organismes centraux devant une Convention nationale ordinaire, en insistant par conséquent sur quelques points seulement, puis dans deux mois nous aurons le Congrès national ordinaire du Parti et bientôt sera diffusé dans les fédérations et dans les sections le rapport d'activité.
Le cadre politique de notre action a été tracé, rappelé il y a quelques jours, lors de le conférence de presse qu'a faite le Premier secrétaire François Mitterrand et cet après-midi vous aurez, sur les problèmes économiques et sociaux, un exposé de Pierre Bérégovoy et, sur l'état de nos relations avec le Parti Communiste un rapport de Lionel Jospin.
De plus on nous dit qu'il y a un certain nombre de problèmes chauds dont on discute dans les fédérations et dans les sections, je ne les aborderai pas dans ce rapport mais si les délégués de fédération et de section posent cette question, on aura l'occasion d'y répondre au nom du Secrétariat.
Je me permets de souligner que les activités finalement du Secrétariat et du Bureau exécutif de l'équipe nationale, les unes nous sont jetées par l'actualité, les autres entrent dans le cadre du mandat que nous avons reçu de la part du Congrès et en particulier du Congrès de Grenoble de juin 1973, et c'est surtout de ces activités le que je veux vous parler ce matin.
Souvenez-vous, le Congrès de juin 1973 nous a donné entre autres un double mandat, mandat de rassemblement et d'ouverture, et aussi mandat de renforcement du Parti.
Voici l'extrait de la motion en ce qui concerne le rassemblement des Socialistes et l'ouverture :
"Le Parti Socialiste veillera à rester ouvert à l'ensemble des organisations, des groupes, des cercles de pensée et des personnes qui se situent dans le mouvement Socialiste ou sont proches de lui et souhaiteraient rejoindre par son canal le front unitaire. Dans les milieux d'inspiration chrétienne de profondes mutations sont en cours, au sein du mouvement Socialiste certains éléments se sont engagés dans un effort de réflexion qui a apporté une utile contribution à l'évolution et à l'actualisation des idées et des méthodes. Ces éléments ne doivent pas se pendant rester isolés dans des laboratoires de pensée."
Pour le renforcement, la motion précisait aussi :
"Ceux qui veulent aujourd'hui hâter le passage au Socialisme doivent admettre qu'au-delà du travail d'approfondissement idéologique les objectifs communs ne seront atteints que par la volonté et l'action des masses et qu'un Parti Socialiste puissant est indispensable pour les mettre en mouvement."
Et la motion ajoutait également :
"Faute d'une implantation suffisante dans la classe ouvrière, d'une présence active là où se livrent les luttes, faute d'organisation et de formation théorique et pratique, nous demeurerions loin des objectifs que nous nous sommes fixés."
Et le Congrès de Grenoble de juin 1973 nous fixait l'objectif de faire du Parti Socialiste le Premier Parti de France.
Traitons d'abord du renforcement du Parti.
L'élection présidentielle, la campagne telle que François Mitterrand a su la mener, ont créé une situation politique nouvelle dont nous n'avons pas fini

d'analyser les conséquences, elles ont encore accentué la nécessité d'organiser et de renforcer le Parti. Je veux simplement commenter les résultats.
D'abord, le plus probant : l'augmentation du nombre des adhérents, qui passe de 107.000 au 31 décembre 1973 à 130.000 au 1er novembre 1974.
Nous avons donc une augmentation de feuillets en un an qui est de + 23,6 % et parallèlement nous avons une augmentation des timbres qui est plus forte encore, puisqu'elle est de plus de 26 %.
La plupart de ces nouveaux adhérents sont venus pendant et après la campagne présidentielle et le courrier personnalisé sur le nom de François Mitterrand a nécessité la création du Bureau national des adhésions. Toutes les adhésions, à ce jour, ont été traitées par ce Bureau et ventilées dans les fédérations. Chaque nouvel adhérent a reçu une documentation sur le Parti, c'est d'ailleurs là une initiative que nous devrions généraliser au niveau des fédérations et des sections.
Voilà pour l'augmentation du nombre de nos adhérents.
La formation des militants.
Lorsqu'un Parti voit s'accroître à un tel rythme ses effectifs, le problème prioritaire est celui de la formation des nouveaux militants.
Un travail considérable a déjà été entrepris, les résultats, quoique satisfaisants par rapport à nos moyens, restent encore insuffisants au regard de nos ambitions.
Le Secrétariat de Lionel Jospin a multiplié les initiatives avec succès : week-end et stages de formation, publication de plusieurs brochures, bulletins de formation, mais le Parti doit comprendre l'obligation de mobiliser les militants et les moyens à tous les niveaux pour démultiplier l'action nationale.
Il faut bien comprendre que la méconnaissance de la pensée Socialiste, de l'histoire du mouvement Socialiste, ne manquerait pas d'entraîner des réactions inadaptées de la part de militants pleins de bonne volonté, mais sans formation politique. Et si vous considérez que nous étions il y a quelques années un peu plus de 70.000, que nous sommes maintenant plus de 130.000, c'est donc un effort considérable qu'il nous faut faire et pas seulement sur la plan national sur le plan des fédérations et des sections.
L'information du Parti.
Nous avons amélioré l'information du Parti, avec un fichier ou nous avons 152.000 noms, c'est-à-dire un peu plus que le nombre des adhérents, mais il faudra nécessairement le dédoubler.
L'Unité accroît sa qualité et élargit son audience.
Le Combat Socialiste met l'accent sur la présence du Parti dans les luttes.
Le Point et la Rose est passé d'un tirage de 80.000 exemplaires à plus de 150.000 exemplaires ; il est maintenant adressé à tous les adhérents.
Et, à côté du Poing et la Rose, mensuel, adressé à tous les adhérents, vous avez le Poing et la Rose, responsables, qui est adressé à plus de 5.000 responsables du Parti.
Sur le plan idéologique, la nouvelle Revue Socialiste est à son 5ème numéro. Elle atteint désormais une densité qui fait de cette revue un outil remarquable pour toux ceux qui, à juste titre, veulent lier la pensée et l'action.
Le rapport que je vous présente n'a pas pour objet de dégager les activités et les

réalisations nombreuses et variées des divers secteurs, ceux des liaisons intérieures et extérieures ou internationales, ceux de la propagande, de la marche administrative et financière, sans oublier les journées d'étude nombreuses, les colloques, par exemple celui d'octobre sur les problèmes idéologiques, et celui d'hier sur les problèmes de l'énergie, sans oublier également le travail permanent des études, l'examen des questions sociales, bref, l'ensemble des activités du Parti.

Je dois cependant mentionner ce matin le développement rapide du secteur culturel, non seulement pour l'animation, colloques, éditions de livrée, activités audiovisuelles, mais aussi par l'enrichissement qu'apportent au Parti les écrivains et les artistes de grand talent.

Il est significatif et certainement de haute portée, au niveau de l'engagement le plus simple, que des créateurs se reconnaissent dans la démarche et les perspectives du Parti Socialiste. Le moment est d'ailleurs venu d'associer de plus en plus la province à des manifestations qui rendront compte de la nouvelle dimension prise par le Parti, dans le domaine de la culture.

Ce constat rapide n'est pas seulement le nôtre. Vous avez qu'il correspond exactement à la réalité, que même il reste peut-être en deçà de la réalité.

I1 est aussi celui des électeurs qui nous font confiance de plus en plus. C'est une grande satisfaction qui ne va pas sans quelque difficulté, sans quelque problème, mais je ne retiens là que la satisfaction.

Législatives partielles.

Progression des candidats du Parti Socialiste élus G.S.D., qui atteint en moyenne 10 % et qui a permis l'élection de notre camarade Maurice Blanc en Savoie et celle de Pierre Charles, radical de gauche, en Côte d'Or.

Renouvellement triennal du Sénat.

Le Parti Socialiste garde tous les sièges qu'il détenait et en gagne deux nouveaux : un dans la Nièvre et un dans la Haute-Loire.

Le groupe, au Sénat, est partiellement renouvelé. II a perdu, vous le savez, et je le rappelle devant la Convention, celui qui depuis 1946 était son président, Antoine Courrière, dont je salue la mémoire. Aujourd'hui même, son fils, pour le même siège, apportera certainement une victoire au Parti.

Elections cantonales partielles.

II est significatif que chaque semaine le renouvellement partiel pour les sièges de Conseillers généraux amène des progrès substantiels en suffrages et en siéges, des candidats du Parti.

Et c'est dans ces conditions que nous devons revoir l'installation, une installation nouvelle, pour le Parti, pour un grand parti moderne.

Le Comité directeur a approuvé l'acquisition d'un nouveau local complétant notre siège actuel de la Cité Malesherbes, qui permettra au Parti de disposer des installations que justifies ses progrès et qu'appelle son développement.

C'est un investissement considérable, de l'ordre de 700 millions d'anciens francs, 7 millions de francs, auxquels il faut ajouter 500.000 F pour l'aménagement, c'est-à-dire 50 millions d'anciens francs, dont nous n'avons pas le premier sou, bien entendu !

Fondation Jean Jaurès

C’est dans ces conditions que nous avons créé, sur mandat eu Comité directeur, une association nouvelle, "la Solidarité Socialiste". C’est par cette association que nous souhaitons pouvoir rembourser ceux à qui nous avons emprunté ces 700 millions d’anciens francs. De plus cette association, "Solidarité Socialiste", sera propriétaire du patrimoine du Parti, et de plus elle aura la charge des opérations de solidarité qui sont celles du Parti lorsque ici et là arrivent des catastrophes, ou lorsque des militants du Parti sont en difficulté sur le plan national ou sur le plan international.
L’association a pour conseil d’administration le Comité directeur du Parti, pour bureau le Bureau exécutif du Parti, il est par conséquent bien clair que de cette façon là c’est l’ensemble du Parti qui devient le propriétaire de l’ensemble du patrimoine du Parti.
Il nous faut maintenant lancer la souscription. Une souscription interne, d’abord, qui commence par les membres du Comité directeur et les parlementaires, de qui nous avons sollicité une contribution de 1.000 F, c’est-à-dire 10.000 F ancien francs, et ensuite une contribution de la part de chaque membre du Parti de 100 F, c’est-à-dire 10.000 anciens francs. Une lettre personnelle de François Mitterrand parviendra à chaque adhérent dans les dix jours qui viennent.
Ensuite nous lancerons la souscription à l’extérieur, par les moyens que nous avons utilisés pendant la campagne électorale, et dont nous commençons sinon à être des spécialistes, du moins à être les usagers. Une circulaire sera diffusée la semaine prochaine sur toutes les modalités de cette souscription. Je ne vous les rappelle pas ici. Si on me pose des questions tout à l’heure, je pourrai entrer effectivement dans le détail.
Voilà par conséquent pour le renforcement du Parti, qui était le premier volet de mon rapport.
Le deuxième volet, ce sont les assises.
Pour renforcer le Parti, chacun le sent bien, le sait bien, il ne suffit pas d’animer, il ne suffit pas d’administrer, il ne suffit pas d’organiser. Des actes politiques conformes aux décision du Congrès de Grenoble doivent être accomplis. La campagne présidentielle en fut l’occasion exceptionnelle, ainsi naquit l’idée des assises du Socialisme.
On a beaucoup écrit, on a beaucoup parlé, on s’est beaucoup interrogé pour tenter d’expliquer les raisons des assises. Rien n’a été aussi bien écrit, rien n’a été aussi bien défini quant à l’objet que dans la résolution de juin 1974, et je vais me permettre de vous rappeler cette résolution de juin 1974.
"Le scrutin du 19 mai constitue pour la Gauche un progrès sans précédent. La preuve en est acquise, la Gauche française ne vaincra que dans l’unité, et la prochaine victoire sera fonction de l’ampleur de l’union réalisée sur des bases plus solides encore.
Le Parti Socialiste a toujours considéré qu’il n’y avait pas de contradiction entre les orientations fondamentales du programme commun et la perspective de l’autogestion. La situation actuelle est pour le Parti un encouragement à prendre de nouvelles initiatives, celles-ci auront pour but d’élargir l’union de la Gauche dont la stratégie est confirmée avec éclat, sans perdre de vue que le

renforcement du Parti Socialiste conditionne son succès.
" La Gauche sa trouve aux portes du pouvoir. Elle doit s'organiser, se battre dans ces perspectives, afin d'entreprendre la construction du Socialisme.
" La Convention nationale - c'était en juin dernier - approuve les propositions du Bureau exécutif, qui dans la logique de l'appel lancé par François Mitterrand à l'issue du Comité directeur du 25 mai, ont notamment pour objet de répandre aux prises de position du P.S.U., de nombreux responsables de la C.F.D.T. et des autres signataires de l'appel du 11 juin, parmi lesquels les militants syndicalistes et les animateurs de mouvements sociaux.
" Elle souhaite que ces initiatives facilitent la venus en plus grand nombre encore d'hommes et de femmes des divers secteurs de la Gauche Socialiste, et notamment de militants syndicalistes, tant C.F.D.T. que C.G.T., F.E.N., F.O. et d'autres organisations agricoles.
" La Convention exprime ainsi la volonté propre du Parti Socialiste de s'ouvrir à tous ceux qui se sont reconnus dans le combat mené autour de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle, et sont résolus à participer à son action.
" Elle approuve notamment le projet d'assises du Socialisme, qui pourraient se tenir en septembre, et seront l'occasion pour tous les Socialistes de faire le point sur le projet de société qu'ils ont l'ambition de définir.
" La Convention nationale mandate respectivement le Bureau exécutif et le Comité directeur pour désigner les délégué du Parti à ces assises et déterminer leur mandat. Une Convention nationale appréciera les résultats de ces travaux - et vous y êtes - et le Congrès national ordinaire de 1975 dont la date sera avancée - elle est prévue pour le 31 janvier et 1er février - permettra de franchir la dernière étape de l'union des Socialistes, et de hâter le moment de l'inéluctable victoire de la Gauche française."
Si je veux reprendre cette motion et la détailler de cette façon, c'est pour répondre un peu par avance à tous ceux qui s'interrogent et qui pensent que les assises ont été une espèce de création spontanée. En politique, il n'y a pas de création spontanée. Ce sont des assises que nous avons tenues et organisées sur mandat du Parti, et la motion que je viens de vous lire, la résolution de la Convention que je viens de vous lire, rappelle le mandat exact que nous avions reçu.
Les assises se sont tenues le 12 st le 13 octobre. Une Commission avait été désignée pour les préparer et pour rencontrer également nos partenaires. Elle comprenait François Mitterrand, Gérard Jaquet, Louis Mermaz, Pierre Bérégovoy, Georges Sarre, Jean-Pierre Cot, Gilles Martinet, Pierre Mauroy.
Nous nous sommes réunis en juillet, août, septembre. Une Commission que j'ai présidée s'est réunie d'ailleurs dans ces lieux même, elle s'est réunie de nombreuses fois avec nos camarades du P.S.U. et de la 3ème composante, et je dois le dire, dans un climat qui a toujours été excellent, et qui a même souvent été chaleureux.
Sans doute avons-nous eu une surprise ou un regret. Nos camarades n'ont pas eu la majorité au P.S.U. A gauche vous savez bien que les plus audacieux sont

toujours les plus conservateurs en ce qui concerne leurs structures, et de toutes façons ce n'est pas la peine de revenir sur des péripéties qui ne sont pas les nôtres. Le fait est que les camarades qui, hier, étaient au P.S.U. ont décidé de venir nous rejoindre, et que ceux de la 3ème composante ont confirmé eux aussi leur engagement. Par conséquent ces camarades ont fait un travail considérable, et leur effort a demandé beaucoup de détermination et de courage ; et je veux saluer leur détermination et leur courage, et la loyauté avec laquelle ils ont mené leur combat, combat qui fin janvier va les amener au Congrès national, et qui dans quelques semaines va les amener côte à côte dans nos sections et dans nos fédérations.
(Applaudissements)
Le bilan des assises, quel est-il ?
Je crois, d'abord, qu'avec les assises un chapitre de l'histoire du mouvement Socialiste se te mine. Il était celui de la guerre, l'échec de la Gauche et de son espérance de paix, face au déferlement du fascisme et du nazisme. Il était celui de la contradiction dans le camp des vainqueurs marqué du sceau de la guerre froide il était celui de l'explosion de la volonté d'indépendance de peuples naguère colonisés en Asie et en Afrique. Et sans doute, le mouvement Socialiste pourtant renouvelé dans l'épopée de la Résistance partagea la difficulté de la société française de s'adapter a ces situations nouvelles.
Vinrent les divisions de 1958 et la naissance de la 5ème République. Il est inutile de suivre les méandres connus d'autant que les Socialistes sentirent très vite la nécessité pour eux de retrouver les chemins de leur unité.
Au terme de cette longue marche le dernier rendez-vous était celui des assises. C'est parce que nous avons réussi ce rendez-vous que ce chapitre de notre histoire est clos et définitivement clos !
Avec les assises désormais c'est un nouveau chapitre de l'histoire Socialiste qui trouve une premiers conclusion logique. Ce chapitre est celui ouvert à Epinay autour de François Mitterrand, et nous savons tout ce qui a été acquis et tout ce qui le sera demain.
Les assises dans ce cadre, étaient la vérification d'une identité Socialiste recherchée et reconnue, auprès de nos camarades qui venaient du P.S.U. et auprès de ceux qui se réclamaient de la 3ème composante, identité reconnue pour des camarades syndicalistes venus pour beaucoup de la C.F.D.T. mais appartenant aussi à d'autres organisations syndicales. Et à cet égard, il est clair qu'il ne saurait y avoir ni situation privilégiée, ni exclusive.
Ces camarades nous ont montré que dans le système capitaliste, les formes et le contenu des luttes ouvrières dépassent le cadre de la revendication salariale. Elles mettent en causa la hiérarchie imposée, le type de travail proposé, la finalité du profit, et surtout elles contestent fondamentalement la base essentielle du système libéral, c'est-à-dire le pouvoir du capital et sa conséquence, la responsabilité patronale exclusive dans l'entreprise.
Demain viendra au premier plan la revendication du contrôle par les salariés, qui est le premier pas vers l'autogestion.
Reconnue également pour des militants des associations sociales et culturelles

l'identité Socialiste.
Leur mérite, à ces camarades, a été d'éclairer les dimensions nouvelles des contraintes que le système impose aux consommateurs, aux habitants des villes et des banlieues, aux personnes âgées, à tous ceux enfin que le système libérait après les avoir exploités, rejette hors des normes de la société de consommation.
Le Parti Socialiste, présent, sur tous les fronts, devra prendre en charge leurs revendications, et aider mieux encore les associations à trouver leur place dans le combat commun.
Reconnue enfin l'identité Socialiste par nos camarades venant du P.S.U., ces camarades, groupés autour de Michel Rocard et de Robert Chapuis, n'ont pas toujours partagé nos analysée, Mais jamais leurs critiques ne les ont éloignés du combat de la Gauche. Leur soutien immédiat à la candidature de François Mitterrand, leur participation militante sans réserve, à la campagne, nous ont permis de surmonter les agacements provoqués par des confrontations quelquefois rudes.
Nous avons, de plus, et je vous le disais tout à l'heure, apprécié la détermination qu'ils ont mise à nous rejoindre.
Les assises nous ont permis de constater notre accord sur la perspective et sur le stratégie. Elles ont souligné que le développement du Socialisme dépendait de l'union des Socialistes, mais aussi de l'union de toute la Gauche.
En particulier, les assises ont rappelé que l'alliance avec le Parti Communiste a permis à la Gauche toute entière de multiplier ses forces dès lors qu'elles étaient vives.
Les assises, dans la rédaction du projet de société, par leur volonté, exprimée à travers des Carrefours, à travail des forums, de définir les conditions de l'action militante dans tous les secteurs de la lutte politique et sociale, ont montré que le Socialisme ne trouve son sens que s'il s'appuie sur le combat quotidien de ceux qui subissent l'exploitation capitaliste.
Par le débat ouvert sur le Socialisme autogestionnaire, elles ont manifesté, ces assises, la capacité du Socialisme français de trouver des formes d'expression nouvelles, mais aussi d'apporter des réponses concrètes aux grandes interrogations du monde actuel.
Sur le plan des structures, nous n'attendions rien des assises, nous vous l'avons dit à plusieurs reprises et nous vous le confirmons. Nos camarades du P.S.U. et de la 3ème composante viennent et adhèrent au Parti Socialiste. Dans quelles conditions ? Je veux ici le préciser, et tout à l'heure je pourrai répondre à vos questions pour en dire davantage, si vous le souhaitez.
D'abord, les adhésions sont individuelles au niveau des sections. Ensuite la liste des nouveaux adhérents est remise dans chaque département, au cours d'une séance de travail par les représentants des 2ème et 3ème composantes aux responsables fédéraux du Parti.
Les nouveaux camarades participent naturellement normalement, dans le cadre des réunions de sections et des Congrès fédéraux, à la préparation du Congrès national ordinaire du Parti, et naturellement aux discussions pour la préparation des motions et de leur synthèse, au niveau national, au niveau départemental, au

Fondation Jean-Jaurès

niveau local.
J'ajoute un point qui devrait faire l'objet d'une adaptation dans chaque fédération et que je veux vous souligner et qu'il faut régler dans la bonne volonté. Naturellement, ces camarades venant du PSU, ces camarades venant de la 3ème composante seront représentés dans le cadre des courants auxquels ils se rattacheront. S'ils avaient voulu faire un courant entre eux, ils auraient naturellement pu le faire. Telle n'est pas leur décision, par conséquent ils se répartiront dans les courants qui existent.
Comme il est de règle dans une telle situation d'élargissement, leur représentation à tous les échelons ne saurait être inférieure, proportionnellement, à la force numérique qu'ils représentent, ce qui signifie que si dans une fédération, vous avez une cinquantaine de nouveaux adhérents qui viennent soit du PSU soit de la 3ème composante, et si vous n'arrivez pas proportionnellement à une représentation suffisante à travers les courants - par conséquent tout à fait normalement - la fédération devra sans doute prendre une disposition qui consisterait à donner un poste, à la Commission Administrative fédérale, à un représentant de ces nouveaux adhérents.
Voilà pour les modalités.
Indirectement, mais indirectement seulement, une révision statutaire limitée est proposée pour donner au Parti des structures mieux adaptées à son développement et à son élargissement. Je sais bien que cette révision statutaire prête à sourire, prête même à critique. Je n'ai jamais vu des opérations d'élargissement qui arrivent à se concrétiser par un rétrécissement des organismes centraux. Lorsqu'il y a élargissement à la base, de nouveaux adhérents qui viennent dans un Parti, nécessairement il y a un élargissement des organismes centraux. C'est ce que nous vous proposons et c'est ce que proposent tous les courants rassemblés en ce qui concerne le Comité directeur. Il subsiste une nuance d'appréciation en ce qui concerne le Bureau exécutif, mais je veux dire que les dispositions statutaires que nous proposons pour notre Congrès ordinaire de fin janvier, ne sont pas seulement motivées par un élargissement souhaitable. Elles sont également motivées par l'expérience que nous avons du fonctionnement du Comité directeur.
Actuellement, nous avons un télescopage entre deux instances : cette instance d'une Convention nationale ordinaire et l'instance du Comité directeur, Comité directeur qui se réunit tous les mois, mais vous savez bien que l'actualité du Parti, la place prise par le Parti fait que les décisions politiques sont prises chaque semaine autour du Bureau et, compte tenu de la proportionnelle tous les courants du Parti sont associés au Bureau ; par conséquent, c'est tout le Parti qui prend des décisions, chaque semaine.
Or, nous avons tous le sentiment que le Comité directeur devrait se réunir moins souvent, c'est ce que nous proposons ? Réunion, tous les deux mois, du Comité directeur, mais non plus une journée ; le Comité directeur se réunirait deux jours, c'est-à-dire qu'il aura la possibilité d'approfondir l'analyse politique, approfondissement de l'analyse politique, donc, par un travail en Commission le samedi après-midi, et par un large débat devant le Comité directeur, le

dimanche.
Nous n'avons pas ici à discuter, bien entendu de ces problèmes ; ce sera l'occasion, lors de notre Congrès ordinaire, mais je tenais à vous le souligner.
Je tenais à souligner autre chose : le développement et l'élargissement du Parti est surtout le fait que nous restons, nous aussi le Parti de la classe ouvrière ; la classe ouvrière a des organisations politiques : Parti Communiste, Parti Socialiste et bien d'autres, sur le plan syndical et sur le plan d'autres Associations. Mais, parce qu'à côté des ouvriers il y a des hommes venant du tertiaire, il y a des hommes significatifs de ce front de classe et qui viennent par conséquent chercher dans le Parti sans doute des décisions prises en commun et à l'unisson, mais aussi des activités qui doivent être diversifiées, nous pensons que le Parti qui, jusqu'à maintenant était une structure linéaire, devra progressivement aller vers un Parti multiformes, c'est-à-dire vers un Parti qui offre davantage de possibilités de militantisme à ceux qui en sont les membres, à ceux qui en sont les militants.
Sans doute un tel Parti sera-t-il plus difficile à diriger et à animer, mais il sera certainement plus riche des expériences vécues sur le terrain et en tout cas ces problèmes-là seront ceux des prochains mois et des prochaines années.
En résumé, le Comité directeur du 23 novembre a donné son approbation en des termes que je vous rappelle et qui, je le pense, correspondront sans doute à votre propre appréciation :
"Les assises du Socialisme réunies les 12 et 13 octobre ont, dans le cadre des séances plénières comme dans celui des carrefours et des forums, mis en évidence les possibilités d'accord avec le Parti Socialiste des militants du PSU qui y participaient, des signataires de l'appel du 11 juin et de ceux qui se sont joints à cet appel.
"Ces assises doivent donc permettre la réunion avec le Parti Socialiste de nouveaux militants représentatifs de secteurs importants du salariat, de même que les dizaines de milliers d'adhésions enregistrées depuis les derniers mois. Cet enrichissement, conforme à la vocation pluraliste du Parti Socialiste, accroîtra encore sa capacité d'action et d'initiatives.
"Le projet de société élaboré et discuté à l'occasion des assises éclaire le sens général du combat des Socialistes pour un monde libéré de l'exploitation capitaliste, combat qui dans la phase historique actuelle passe par la réalisation des objectifs définis par le programme commun de gouvernement et le développement de la politique de l'union de la Gauche."
Comme tel, ce document est soumis à la réflexion des militants et ce document est symboliquement sur vos tables ou vous l'avez, en tous les cas, dans vos esprits.
Notre Congrès national ordinaire des 31 janvier, 1er et 2 février, à la préparation duquel tous participeront dans les sections et les fédérations, portera un nouveau témoignage du renforcement du Parti Socialiste.
Tel est, mes Chers camarades, le bilan des assises, Jamais, en si peu de temps, jamais en quelques mois, nous n'avons eu l'occasion de faire un tel bond en ce qui concerne la renforcement, en ce qui concerne l'élargissement, en ce qui

Fondation Jean-Jaurès

concerne l'ouverture de notre Parti, et je crois que l'ensemble des camarades du Parti peuvent s'en féliciter.
Il y a bien d'autres problèmes, bien sûr : le renforcement du Parti s'impose d'autant plus à tous les militants que la crise du capitalisme s'étend et que les abus de pouvoir se généralisent. Le Parti était présent dans les luttes : solidarité avec les travailleurs en lutte, que ça soit ceux des P.T.T., que ce soit la présence du Premier secrétaire à Faulquemont, prises de position sur les problèmes Titan Coder et bien d'autres, et de tout cela, Pierre Bérégovoy vous parlera cet après-midi. Vigilance permanente du Parti Socialiste face à la crise grandissante, vigilance sur les problèmes de l'emploi, vigilance devant l'aggravation du chômage, mais aussi vigilance du Parti Socialiste devant les abus de pouvoir, main-mise du pouvoir sur l'O.R.T.F. dont le démantèlement a pour conséquences la double aggravation de la ségrégation politique sur l'information et sur le personnel, abus de pouvoir également dans le Var avec les réactions que vous connaissez de la part de la population.
Ensuite, relation entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste. Depuis deux mois, le Parti Communiste a pris l'initiative d'une mauvaise querelle créant un climat de tension entre les partenaires de l'union de la Gauche signataires du Programme commun et, naturellement, d'abord, avec le Parti Socialiste.
Le Parti Socialiste s'est interdit d'alimenter la polémique, se bornant à un communiqué d'une extrême sobriété et a mis en place un groupe de travail chargé d'étudier tout le développement de cette crise, et d'en analyser les causes possibles et les conséquences prévisibles. Lionel Jospin vous fera un rapport cet après-midi sur les travaux de ce groupe de travail qui est présidé par Albert Gazier.
Cette réflexion et cet approfondissement de vraies, questions qui doit avoir lieu entre nous, fait l'objet de propositions pratiques de calendrier : aujourd'hui, c'est la Convention nationale, fin janvier, ce sera le Congrès national et nous avons dès maintenant prévu une Convention nationale convoquée spécialement pour approfondir le problème des relations entre les Socialistes fît les Communistes"
Mes chers camarades, le Congrès national ordinaire de Pau va donc se tenir dans ce contexte : renforcement du Parti, et sur ce plan là, la Direction nationale du Parti, les instances du Parti, je crois, apportent un bilan très positif :
Crise et carences du pouvoir, c'est l'analyse politique qui est faite à travers les motions qui sont discutés dans le Parti.
Difficultés avec le Parti Communiste : c'est ce dont vous discuterez cet après-midi, en janvier, et dont nous discuterons dans une Convention nationale Particulière.
Cette situation ne fait donc qu'accroître les responsabilités du Parti Socialiste : responsabilités à l'égard de ses militants, responsabilités à l'égard de notre peuple, responsabilités à l'égard des militants. Il nous faut donc renforcer notre organisation à tous les niveaux, développer notre présence sur tous les terrains de lutte, donner la priorité que je rappelle, aux tâches de formation, pour intégrer pleinement des dizaines de milliers de militants qui sont venus à nous pendant

cette année 1974. Responsabilité à l'égard des Français : c'est renforcer la propagande afin de faire mieux connaître la pensée Socialiste, et c'est le choix politique du Parti Socialiste. C'est affirmer on toutes circonstances notre fidélité aux engagements pris dans le cadre de la stratégie de l'union de la Gauche pour la mise en oeuvre du programme commun.
Plus qu'en aucun autre moment, le Socialisme est ressenti dans tous les continents comme un espoir. Vous le savez, pour des millions et des millions d'hommes et de femmes le travers le monde, c'est une sorte de mot magique dont ils attendent une vie meilleure. Selon la formule de Léon Blum : "Oui, aujourd'hui, vraiment, le socialisée est le maître de l'heure."
II nous reste à agir avec plus de détermination et de courage, chaque jour, pour que les actes des Socialistes et le développement de notre Parti soient à la mesure du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Je rappelle que le débat de cet après-midi portera sur le point suivant : situation sociale à partir du rapport de Pierre Bérégovoy, et rapports Parti Socialiste - Parti Communiste, à partir de l'exposé de Lionel Jospin.
10 camarades sont actuellement inscrits dans le débat consécutif au rapport de Pierre Mauroy. Je demande à chacun de ceux qui sont appelés, de limiter leur intervention dans le temps.
Le premier orateur inscrit est notre camarade Saunier, délégué de la fédération des Côtes du Nord.

Saunier (Fédération des Côtes du Nord)

Camarades, une Convention nationale doit permettre un échange d'informations entre les fédérations d'un côté et la Direction nationale de l'autre. J'interviendrai donc rapidement pour faire un tableau de la situation de la fédération des Côtes du Nord et poser au secrétariat national un certain nombre de questions.
Les faits d'abord : en ce qui concerne le débat public qui s'est ouvert entre notre Parti et le Parti Communiste, je dirai brièvement, et cela n'étonnera personne, que ce débat a pris des proportions inquiétantes pour nos militants. Nos militants sont, en effet, inquiets, ils se demandent si la Gauche est en train de briser l'union qui avait porté tant d'espoirs et même si la politique nationale n'a pas eu localement d'autres incidences que les incidents mineurs ; le climat malsain qui s'est créé nous empêche notamment de tirer largement profit du succès des assises sur le Socialisme.
Chez les sympathisants actuellement, et surtout chez les sympathisants hésitants, je dois dire que l'inquiétude l'emporte sur les raisons d'adhérer.
Le second point de cet exposé factuel concerne les remous provoqués par les prises de position de Bergeron au cours de la grève des postiers. Je dois dire que je m'en fais l'écho ici simplement parce qu'une section, la section de Matignon, dont le secrétaire est un postier, nous a adressé une motion que je transmets donc au Parti, demandant l'exclusion de Bergeron du Parti. La fédération des Côtes du Nord n'a pas pris position sur la question, je me borne donc à vous la

Fondation Jean-Jaurès

transmettre.
Le troisième point que je souhaite aborder concerne le P.S.U.
Vous n'ignorez pas que la situation des Côtes du Nord est de ce point de vue assez particulière, puisque le département a élu le seul député P.S.U. de France et que cette fédération des Côtes du Nord est considérée comme l'un des bastions historiques du P.S.U.
Nous avons donc préparé les assises, je dois le dire, mais c'est sans arrière-pensée, dans d'assez mauvaises conditions, je pense, comme tout le monde. Nous avons préparé ces assises avec nos camarades du P.S.U. et nous avons constaté avec surprise que ceux ci bénéficiaient d'une très large sur-représentation au sein des assises par rapport à leur force réelle.
II faut en effet savoir que la fédération des Côtes du Nord, qui semble être un gros morceau du P.S.U., ne doit guère compter actuellement au total plus de 150 adhérents, alors que notre fédération Socialistes en 1969 en comptait 130 et qu'actuellement elle est arrivée à plus de 1100 adhérents.
Voilé le rapport des forces !
Encore une fois, il ne s'agit pas pour nous d'entrer dans cette nouvelle phase de négociations avec le P.S.U. avec la volonté d'imposer notre force, mais simplement, il s'agit de connaître des faits réelles. Et encore sur ces 154 membres du P.S.U. dans le meilleur des cas, on peut estimer qu'il y en a 70 à 80 seulement qui viendront nous rejoindre. Il est vrai qu'il se trouve parmi eux des adhérents, des camarades, des militants de grande qualité, seulement notre Parti n'a pas des adhérents de premier et de second choix ; notre Parti est fait de Socialistes, de Socialistes qui ont adhéré, qui ont milité à une époque où leur engagement ne pouvait pas être considéré comme une étape de leur carrière personnelle.
Je rends compte du sentiment des militants de la base qui accueillent, j'insiste là-dessus, je le dis très clairement, sans arrière pensée, sans réserve, sans esprit partisan, nos camarades du P.S.U. mais je dois le dire aussi nos camarades se posent des questions.
Permettez-moi de vous les transmettre.
Première question : le titre du Parti Socialiste va t-il changer ? C'est un détail, bien entendu, et je connais d'avance la réponse qui sera faite. Mais il convient devant certaines publications qui continuent à parler du Parti des Socialistes de mettre clairement les choses au point.
Deuxième question, à laquelle Pierre Mauroy a répondu par avance en partie : les adhésions se feront elles individuellement ou collectivement, comme le disent volontiers certains nouveaux venus ?
Troisième question : la question des mandats pour notre prochain Congrès de Pau. L'arrivée de nouveaux adhérents qui n'ont pas pris leur carte actuellement va, en réalité, ôter autant de mandats aux adhérents qui sont à jour de leurs cotisations 1974 si une pondération nationale n'est pas faire.
Quatrième question : compte tenu de l'opposition bien connue de Michel Rocard et de ses amis au Programme commun de gouvernement dans le passé, mais compte tenu aussi et surtout de l'ambiguïté et des contradictions de leurs

Fondation Jean-Jaurès

déclarations actuelles, ne pouvons nous pas exiger une approbation individuelle du programme commun ?
Ce sont là les questions que j'avais à transmettre : liée ne sont pas secondaires pour certaines fédérations, comme la mienne et je souhaite vivement pouvoir rapporter aux camarades qui m'ont désigné les réponses précises de la Direction nationale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Christian Pierret, Premier secrétaire de la fédération de Paris, ensuite Raymond Douyère, et je demande à chaque intervenant suivant de se préparer à intervenir dès la prise de parole de son prédécesseur.

Christian Pierret (Fédération de Paris)

Camarades, je voudrais revenir un petit peu sur le problème des assises, sur le sens que pouvaient avoir ces assises, sur leurs objectifs et sur, me semble t-il, quelques imprécisions et ambiguïtés qui règnent encore à leur propos.
Quel était le sens profond de ce grand mouvement vers l'unité de tous les Socialistes au sein de notre Parti, grand mouvement qui est constitué par celui des assises ?
Je crois tout d'abord qu'il faut voir que ce mouvement a eu lieu dans la foulée des élections présidentielles, c'est-à-dire dans la foulée d'un mouvement populaire puissent qui a soutenu François Mitterrand et qui a réussi à montrer pour la première fois que la Gauche unie derrière le candidat de la Gauche réussissait à approcher la majorité absolue dans notre pays.
C'est le premier sens qu'ont revêtu ces assises.
Le deuxième, c'est, peut-on dire, l'échec historique des stratégies alternatives à la stratégie d'union de la Gauche autour du Programme commun, échec des stratégies d'alliance avec le centre, des stratégies de troisième forces, échec aussi, faut-il le dire, des stratégies d'extrême gauche et gauchistes.
Donc, face à ces deux éléments puissants d'un courant populaire derrière François Mitterrand et de l'échec de toute autre stratégie, le sens profond des assises s'est finalement la crédibilité de la stratégie du Programme commun et je dirai la crédibilité ça veut dire le succès.
Les objectifs concrets de ces assises sont de construire un grand Parti Socialiste avec toutes les composantes du Socialisme et je crois que tout le monde au Parti Socialiste est partisan de ce grand rassemblement dans notre Parti des chrétiens progressistes, des syndicalistes, de militants de mouvements d'éducation populaire, de militants d'associations populaires familiales, de l'ensemble des militants qui travaillent politiquement sur le cadre de vie au niveau de l'entreprise, etc.. Je crois que ce grand rassemblement est fondamental dans la période historique que nous connaissons aujourd'hui.
Il ne s'agit donc pas, comme le rappelait François Mitterrand, à la séance inaugurale des assises, de rééquilibrer la Gauche, mais bien fondamentalement de créer une puissance dynamique autour du Parti Socialiste, une puissance

Fondation Jean Jaurès

dynamique de renforcement de la Gauche dans notre pays.
Les résultats actuels de ces assises me semble t-il sont très positifs : meilleure connaissance mutuelle de militants appartenant à des familles de pensés ou à des familles politiques proches, confrontation d'expériences militantes, échange de ces expériences, richesse de ce militantisme qui a pu se développer et se confronter au niveau des carrefours, richesse du développement de ces luttes dont on a vu dans ces carrefours que beaucoup étaient à l'initiative de notre Parti, luttes au niveau des entreprises, du quartier, du cadre de vie.
Donc je crois bilan très positif de ces deux journées et bilan très positif de l'ensemble du processus qui n'est d'ailleurs pas achevé, comme le rappelait Pierre Mauroy tout à l'heure.
Mais face à ce bilan, je voudrais poser à la Convention nationale un certain nombre de questions et mettra au clair quelques imprécisions et quelques ambiguïtés que nous devons lever.
Ambiguïtés au niveau de la préparation de ces assises, je passe rapidement, malgré la volonté de notre part et des deux autres composantes d'organiser dans quelques régions une préparation réelles à la base de ces assises, malgré la volonté de certaines fédération, dont celle que je représente, d'organiser partout, dans toutes les sections d'entreprise et les sections locales, une préparation commune avec les sections correspondantes du P.S.U. et les camarades de la troisième composante, malgré cette volonté, nous nous sommes heurtés à des obstacles dont certains étaient d'organisation matérielle, mais qui n'ont pas permis, me semble t-il, une réelle préparation en profondeur au niveau des militants, une préparation démocratique de ces assises.
Ambiguïtés au niveau de la préparation, mais surtout au niveau du contenu des assises. Je rappellerai ici certaines déclarations passées virulentes à propos du programme commun, déclarations qu'avait faite tel ou tel leader du P.S.U. ; je rappellerai ici la place accordée au Programme commun de gouvernement au sein de la lutte de toute la Gauche contre la crise ; l'analyse de la crise que certains de nos camarades du P.S.U., de la troisième composants font ne me semble ni claire, ni correcte et, en tout cas, ne me semble pas en accord avec les positions de notre Parti, positions constamment défendues par notre Parti.
La crise actuelle, l'inflation est-elle due à la pénurie de matières premières, à la stratégie de l'impérialisme et de l'impérialisme américain notamment ? Lés difficultés que connaissent les travailleurs au niveau de l'emploi et des prix, l'aggravation de leur niveau de vie sont-elles dues aux travailleurs eux-mêmes dont les exigences seraient alors exagérées ou sont elles dues à des mécanismes profonds, inhérente au système capitaliste, mécanismes de sur accumulation de gaspillages, de faux frais de la production, de développement des frais généraux, etc ? Questions auxquelles il nous faut répondre clairement.
De même, la place accordée à certains points fondamentaux et décisifs du Programme commun mériteraient une clarté supplémentaire.
Les nationalisations ? J'ai lu dans tel ou tel article de la grande presse que peut-être les nationalisations étaient une forme dépassée de lutte contre le capitalisme, qu'il suffisait peut-être d'avoir les directeurs financière acquis à la

cause de la Gauche, qu'il suffisait peut-être de nationaliser le crédit pour s'en sortir, pour établir cette prééminence des forces Socialistes sur les forces capitalistes.
Nous devons répondre clairement à cette question ; nous devons également nous interroger sur la position de certains partenaires de notre Parti au sein de ces grandes discussions des assises, répondre sur l'austérité. L'austérité est-telle une fatalité ou une conséquence du fait que nous sommés dans un système capitaliste ?
Aujourd'hui, quand on demande aux travailleurs de se serrer la ceinture pour mieux faire passer le capitalisme, doit-on leur demander d'attendre deux, trois ans, de modérer leurs revendications de salaires pour ensuite que ça aille mieux ?
Doit-on prôner une grande union nationale, un pacte social, comme le disait Jacques Delors, aujourd'hui adhérant de notre Parti ?
Doit-on dire aux travailleurs : serrez vous la ceinture et dans quelques années ça ira mieux ?
Là, nous devons être très clairs et refuser cette problématique, car elle est fausse, l'austérité n'a pas à être répartie entre les salariés, ce n'est pas une fatalité, nous avons les moyens d'en sortir de cette crise.
Tous ces problèmes seront d'ailleurs abordés au cours de notre Congrès du mois de janvier. Ce Congrès doit donc être un Congrès de clarification des positions de notre Parti. II faut lever le flou qui règne sur les questions que je viens d'évoquer.
Pierre Mauroy disait tout à l'heure que les camarades du P.S.U. et de la troisième composante adhéreraient individuellement, ce qui me semble une procédure démocratique et s'insèreraient naturellement dans les courants actuels du Parti. Mais alors les positions de certains camarades du P.S.U. et de la troisième composante ne sont-elles pas en opposition fondamentale avec ce que tous les courants actuels de notre Parti ont toujours affirmé et défendu ?
Allons nous faire une référence rituelle au Programme commun d'un côté et de l'autre gommer les parties décisives de ce Programme en proposant à tel ou tel leader du P.S.U. ou de la troisième composante de signer une motion qui nous en sommes sûrs par ailleurs, dira le contraire des thèses réellement défendues par les nouveaux signataires ?
En conclusion, je voudrais dire que nous sommes pour développer cette dynamique des assises. En présence de deux tâches, il faut continuer à approfondir, dans le militantisme quotidien, la partie commune, ce militantisme commun avec nos camarades du P.S.U. Et, la troisième composante, il faut continuer à travailler au niveau des sections locales et au niveau des entreprises, avec ces camarades, mais il faut aussi dissiper les faux-semblants, à la fois au niveau des sections, des fédérations, et au niveau national, il faut dissiper les faux-semblants devant la gravité de la crise du capitalisme, car devant cette gravité, l'attente des travailleurs exige que nous ne manifestions aucune faiblesse vis-à-vis de l'Union avec le Parti Communiste, autour du programme commun dans le cadre de notre stratégie pour l'autogestion.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - La parole est au camarade Raymond Douyère, Premier secrétaire de la fédération de la Sarthe.

Raymond Douyère (Fédération de la Sarthe)

Je dirai d'abord aux camarades qu'il est possible qu'un certain nombre de redites s'exercent en fonction du fait que les problèmes que nous sommes amenés à développer et que les questions que se posent les camarades au sein des fédérations semblent se recouvrir, en fonction de ce qu'ont dit certains des camarades qui viennent de passer à la tribune.

Je vous demanderai donc de m'excuser si éventuellement il y a des redites.

La Commission exécutive fédérale s'est réunie pour apprécier le bilan des assises et elle a émis effectivement on résultat favorable concernant l'aspect structurel de la rencontre.

En effet, il est apparu aux camarades intéressant que ces rencontres aient eu lieu, que des Socialistes venant d'horizons différents, tout au moins déstructures différentes, puissent se rencontrer et discuter ensemble des formes de lutte qu'ils menaient dans les secteurs ou habituellement ils avaient l'habitude de développer leur militantisme.

Cependant, un certain nombre de contradictions sont apparues à ces camarades en particulier, et à ceux, qui, délégués par la Commission exécutive fédérale, avaient participé aux assises du Socialisme.

En effet, cela tient peut-être au fait de ma propre fédération, mais en discutant avec d'autres camarades il semble bien que ce fait ce soit reproduit aussi dans d'autres fédérations ; il semble que bien souvent, au sein des forums, des carrefours, nous ayons rencontré des camarades qui, déjà, appartenaient au Parti Socialiste, mais qui, parlant au nom, soit du C.A.M. (?), soit d'Objectif 72, changeaient leur casquette et n'étaient plus tout à fait sur les positions qu'ils défendaient au sein de la fédération, en y étant simplement militants de base.

Ceci nous parait quand même un point assez particulier qu'il convient de revoir, et il est très intéressant qu'à l'intérieur des différentes fédérations on essaie que l'ensemble des camarades puissent adopter la position générale du Parti et ne pas avoir ainsi plusieurs positions en fonction des événements ou des rencontres organisées par le Parti.

Sur les résultats mêmes des assises, il y a eu, bien entendu, après, comme le recommandait le Secrétariat national, des rencontres.

La C.E.D., personnellement, pensait qu'il n'était pas nécessaire de faire ces rencontres et de vérifier si effectivement l'apport de ces nouveaux camarades dans notre fédération correspondait à un véritable élargissement et à une rénovation ouvrière de la fédération. Et, à ce titre, un des courante du Parti, dans notre fédération, a organisé lui-même ces rencontres et s'est aperçu malheureusement que les personnes qui venaient du C.A.M. (?) ou d'Objectif 72 - mais je précise, c'est peut-être simplement une position de la fédération et je ne veux pas du tout en faire un exemple national - ne représentaient vraiment pas la rénovation ouvrière que souhaitait voir exercer le Parti lors de cet

élargissement.
D'où un certain nombre de conclusions tirées par la C.E.D., en fonction justement de ce que nous savons de la 2ème et de la 3ème composante.
La 3ème composante s'est réunie il n'y a pas très longtemps, et il semble bien que l'objet de cette réunion ait été de savoir si l'on créerait le Parti des Socialistes.
Tout à l'heure Pierre Mauroy nous a répondu en partie à ce sujet, mais il est bon encore une fois de re-préciser que lorsque la 3ème composante écrit textuellement : "Est-ce que l'on va construire le grand Parti des Socialistes, avec nos principaux partenaires qui sont les camarades du P.S.U., mais aussi avec l'acquis des assises du Socialisme et l'apport nouveau des militants ?", il est permis à un certain nombre de camarades de s'interroger et de savoir si vraiment le Parti où sont les Socialiste n'existe pas déjà en fait.
Concernant les adhésions individuelles, là aussi Pierre Mauroy a répondu en partie à nos interrogations, mais j'aimerais bien que la précision soit faite concernant ce collectif qui sera remis à la C.E.D. lors d'une réunion de travail. Est-ce qu'il s'agira vraiment simplement de collecter, sur le plan de la C.E.D., comme nous le faisons à chaque C.E.D., un certain nombre de noms plus ou moins représentatifs ou du global de militants qui adhéraient durant le mois précédent dans la fédération ou s'agit-il vraiment de faire une adhésion collective sur le fait ?
Et, d'autre part, quelle sera la place qui sera accordés à ces courants ?
On disait qu'il fallait tout naturellement que ces camarades venant de la 2ème et de la 3ème composante s'intègrent dans les différents courants du Parti. Il nous semble d'abord que ce ne soit pas du tout l'optique de ces camarades, et qu'ils veuillent apparemment pour l'instant ne s'intégrer dans aucun des courants du Parti et qu'ils veuillent discuter, ce qui nous parait aussi tout à fait logique, simplement au niveau le plus bas, des différentes orientations qui vont se dessiner pour le prochain Congrès statutaire du Parti.
C'est pour cela que la C.E.D. pense qu'il faut qu'il y ait respect complet de nos propres statuts et elle demande, par non intermédiaire, justement, (et là je m'adresse plus particulièrement au Premier secrétaire, et compte tenu justement de ce qu'il nous avait dit aussi à un précédent Congrès, celui de Grenoble, qu'il ne s'agissait pas de faire un faux parti de révolutionnaires avec de vrais petits bourgeois) de dire qu'elle pense qu'il faudra que le Premier secrétaire veille Particulièrement au niveau du Comité directeur à ce qu'une large représentation du monde ouvrier soit réalisée, de façon à ce qu'au niveau de son organisme le plus représentatif nous puissions dire que vraiment les ouvriers du Parti Socialiste, enfin, accèdent à des postes de responsabilité.
Ceci ne veut pas dire du tout que nous faisons, au sein de la fédération, de l'ouvriérisme, mais il est certain aussi et en fonction de ce que Mauroy disait tout à l'heure à propos de la souscription lancée pour le local du Parti - et bien que nous sachions que l'effort demandé à chaque membre du Comité directeur, celui-ci ne le fera pas personnellement, il faudra que d'autres camarades l'aident - qu le fait qu'on demande à chaque membre du Comité directeur une somme de

1.000 F ne laisse pas tellement présager de la représentation ouvrière au sein du Comité directeur.
Je terminerai en disant que justement les camarades de cette 2ème et 3ème composantes pensent apporter une sensibilité particulière au Parti Socialiste.
Eh bien, ce que souhaite la fédération Socialiste de la Sarthe, unanime, dans ses conclusions, représentant l'ensemble des courant de notre fédération, c'est que la sensibilité ouvrière du Parti se manifeste enfin à tous ses niveaux et à tous les niveaux de direction.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Yves Durand, membre du Bureau exécutif. Orateur suivant : Didier Motchane.

Yves Durand

Dans son rapport tout à l'heure, Pierre Mauroy rappelait la résolution du 15 juin, c'est-à-dire la résolution de notre Convention qui a donné effectivement mandat à la direction du Parti d'engager ce processus des assises.
En tant que membres de la minorité de ce Partit nous avions souscrit d'ailleurs à cette résolution, et c'est dire que l'idée de ces assises, même si elle nous paraissait floue certaines fois, nous paraissait cependant prometteuse. Qu'en est-il après que ces assises se soient tenues ?
Mauroy disait tout à l'heure : "Un nouveau chapitre de l'histoire du Socialisme s'est conclu". Peut-être est-il un peu, là, excessif, peut-être n'est-ce qu'un sous chapitre, car si certains Socialistes qui étaient à l'extérieur du Parti adhèrent aujourd'hui au Parti Socialiste, il en reste encore beaucoup qui demeurent à l'extérieur, et le travail reste encore énorme.
La marche de l'unité du mouvement ouvrier est encore longue et je crains qu'elle soit également difficile. Par conséquent le chapitre n'est pas clos.
Mais au fond, dans notre réunion d'aujourd'hui, on doit surtout se poser la question : pourquoi ces assises, quoique prometteuses, n'ont peut-être pas toujours tenu toutes leurs promesses ?
A cette question, la première tentative de réponse est peut-être dans l'analyse de la préparation même de ces assises. Préparation, et beaucoup de camarades des fédérations l'ont dit, qui n'est pas apparu comme une préparation, j'allais dire démocratique... eh bien, oui, il faut le dire... car les camarades des fédérations, surtout en province, n'ont pas paru être associés à ces assises.
II y avait là haut, à Paris, quelque chose qui se passait, qui paraissait pas mal, mais, au fond, les gens de province en étaient défait exclus. Et les assises ont paru beaucoup plus comme un rassemblement de vedettes que comme des assises qui rassemblaient une volonté réellement militante. Les vedettes sont peut-être nécessaires, mais elles ne font pas tout un Parti, et sur ce point Je comprends profondément un certain malaise de beaucoup de nouveaux adhérents, qui se demandent, au fond, pourquoi on a lancé le tapis rouge pour certains nouveaux adhérente et pas pour eux. Car, si des adhérents nouveaux, des militants nouveaux, des personnalités, viennent au Parti Socialiste, c'est

Fondation Jean-Jaurès

bien. Que l'on fasse des assises, pourquoi, si ce n'est que pour ça, alors qu'il y a des milliers et des milliers de nouveaux adhérents qui arrivent sans, ma foi, provoquer de telles réunions ? Et je comprends à ce sujet une certaine amertume. Donc, dans la préparation, et même la tenue, il y a eu un certain flou, et, au fond, peut-être un certain laisser aller.
Mais ceci n'est que l'apparence. Le contenu ?
Cela a été abordé dans une des interventions précédentes et Je n'y reviendrai que rapidement.
Dans ce contenu-là, également, on retrouve ce flou que je notais tout à l'heure. Car si l'on reprend le texte de sortie des assises, là encore les promesses n'ont pas été tenues, et les problèmes posés aujourd'hui par la crise du capitalisme demandent une réponse urgente. Eh bien, cette réponse, mes réponses à cette question, n'apparaissent pas clairement dans le texte des assises. Et non seulement ces assises n'apparaissent pas clairement mais, encore, ces assises ont, pour une part posé de nouveaux problèmes au Parti lui-même.
Car, en effet, le texte est apparu comme tenant insuffisamment compte des textes déjà existants de notre Parti. Ne pensons pas et ne donnons pas à penser que le texte des assises est le texte constitutif d'un nouveau Parti. Et on des camarades précédente disait son inquiétude quant au titre du nouveau Parti, en ajoutant : "C'est un détail". Non, ce n'est pas un détail, car il est significatif. Le Parti Socialiste, c'est le nôtre, il existe, et un nouveau Parti des Socialistes n'est pas à créer. Si le texte des assises est un texte du Parti Socialiste, qu'il s'étoffe ; ce n'est pas un texte constitutif, ce ne doit pas être un texte constitutif d'un nouveau Parti. Il y a des textes précédents, au Parti, et les textes qui nous lient, qui nous engagent vis-à-vis de nos partenaires, le Programme commun..
Or certaines fois il a pu apparaître que le texte des assises était en retrait sur certains points par rapport au programme du Parti, aux textes du Parti et au programme commun, ce qui a pu donner là le prétexte ou la possibilité à d'autres partenaires de nous attaquer. Mais ce n'est pas le débat de ce matin.
Mais ne prêtons pas le flanc, je vous le rappelle.
Donc c'est un premier problème posé par ces assises et, vous le voyez, ce problème il plonge directement dans celui que nous allons traiter cet après-midi et qui est l'un des plus importants posés à notre Parti aujourd'hui, celui des rapports avec le Parti Communiste, notre partenaire signataire du programme commun.
Le deuxième problème, c'est quant à nous-mêmes, le problème du fonctionnement interne de notre Parti et de la démocratie interne de notre Parti.
Il est regrettable que tous les courants du Parti n'aient pas pu s'exprimer démocratiquement à la tribune des assises, comme il est regrettable que les camarades des fédérations aient pu considérer que ces assises au fond, comme je le disais tout à l'heure, étaient un phénomène de direction, de vedettes parisiennes, mais non pas venant du Parti lui-même et de ses propres entrailles.
Ces deux problèmes, fonctionnement interne et démocratique et rapports avec le Parti Communiste, il faudra que nous les traitions, il faudra que nous les abordions au fond lors de notre Congrès de Pau de la fin janvier début février.

Collection Jean Poperen

Mais avant cela, il faudra que, sur ces problèmes, en particulier, le Parti ait un débat politique fondamental et il faut que dès maintenant par conséquent, dans le Parti, s'engage ce débat en vue du Congrès, et c'est dans cette optique, mes camarades, que le courant minoritaire aujourd'hui de l'amalgame Socialiste présente une motion dont vous avez le texte sur vos tables, c'est une motion qui au fond veut être l'initiateur de ce débat, sachant très bien d'ailleurs qu'à la suite de ce débat comme de tout débat et si ce débat le démontre, posant réellement des problèmes de fond comme vous le comprenez bien, si entre nous nous arrivons à des réponses communes, claires, toute synthèse est possible. Mais avant cela, le débat franc et le débat loyal doit exister et c'est à ce débat qu'il faut que maintenant le Parti se livre, sans cela il retombera dans ce que nous ne voulons surtout pas, il retombera dans un mouvement et on pas un véritable Parti Socialiste.
(Applaudissements)

La président - La parole est à Didier Motchane, membre du Secrétariat national.
Orateur suivant : le camarade Debarge.

Didier Motchane

Mes chers camarades, le Parti d'Epinay a fait des progrès considérables, je ne m'étendrai pas sur ce point, des camarades mieux qualifiés que moi à tous égards pour les décrire l'ont déjà fait et le feront encore, et surtout la meilleure démonstration est celle des faits.
Ces progrès ont été faits par l'union de la Gauche, par la progression de l'union de la Gauche, et ainsi se trouve avérée cette idée que l'union de la Gauche n'est pas simplement ce qu'elle a fait, c'est un processus, ce n'est pas simplement la borne qui a montré le chemin et que l'on laisse après soi, et il en est de même aussi du programme commun.
Nous sommes aujourd'hui dans notre pays dans une situation en bien des égards sans précèdent, ce qui est un pléonasme bien sûr, mais je veux dire que ce qui est sans précédent ce n'est pas l'union des deux grands Partis du mouvement ouvrier, c'est le fait que l'union de la Gauche n'est marquée ni par l'hégémonie des Communistes sur les Socialistes, ni par l'hégémonie des Socialistes sur les Communistes, ce qui, si l'on y réfléchit deux secondes, est une situation qui n'avait pas été prévue par tout le monde et sans doute pas par tout le monde dans les rangs de nos camarades Communistes, et peut-être pas par tout le monde, mes chers camarades, dans les rangs de notre propre parti.
Je ne veux pas empiéter sur l'ordre du jour de cet après-midi, mais simplement n'est-il pas évident qu'à la base des problèmes que pose ce processus, il y a le fait que son développement ne peut pas manquer de faire problème, de poser des questions aux Socialistes, d'une part, aux Communistes de l'autre, et d'autant plus qu'il s'agit d'une alliance qui ne peut se développer que dans une véritable égalité.
Notre Parti a fait de grands progrès, mais le plus important pour nous à mon avis, ce n'est pas de le dire, ce n'est pas de s'en satisfaire, c'est de voir ce qui lui

Fondation Jean-Jaurès

manque, et il lui manque encore beaucoup, toutefois je crois, mes camarades, que nous devons dire nettement que c'est à nous-mêmes, c'est à nos militants, d'ouvrir les yeux sur nos lacunes, nos faiblesses et nos insuffisances, que nous n'avons pas acceptées et que noue n'accepterons pas de l'extérieur, y compris du Parti Communiste français, la moindre mauvaise conscience importée.
Nous sommes, c'est un des aspects de la progression du Parti, en présence de son élargissement et son élargissement il est beaucoup plus large, si je puis dire, que le mouvement directement lié au processus des assises, il est beaucoup plus large parce qu'avant et après la campagne présidentielle une quantité de personne, une quantité de travailleurs, mais aussi un certain nombre de gens qui ne sont pas précisément des travailleurs ont, pour des raisons diverses, dans des situations diverses, rejoint notre Parti, lui donnant ainsi pour la première fois depuis longtemps la possibilité de devenir réellement ce qu'il doit être, c'est-à-dire un parti de masse.
Seulement, l'hétérogénéité même, inévitable et normale de ces apports et de ces concours, pose autant de problèmes qu'elle n'apporte d'éléments de solution et, à voir les réactions, l'esprit, d'un certain nombre de ces nouveaux camarades, on a fortement l'impression qu'ils viennent renforcer davantage un courant gestionnaire dans ce Parti que ce qu'il est convenu d'appeler le courant autogestionnaire et je voudrais, mes chers camarades, vous dire que ce point mérite réflexion.
Quelle est la véritable question qui se pose à l'union de la Gauche et finalement au fond des choses la même qui se pose au Parti Communiste et à notre Parti ?
C'est la question du pouvoir, c'est la question de savoir pourquoi l'union de la Gauche arrivera tôt ou tard et peut-être plus tôt que tard, au pouvoir, pour ouvrir la voie au Socialisme, comme le dit expressément le programme commun de gouvernement ou pour gérer une crise que la Droite n'aura pas réussi à débrouiller directement.
Voilà pourquoi ce que je me suis permis d'appeler l'état d'esprit ou le courant gestionnaire, est une chose à laquelle nous devons faire attention, voilà pourquoi l'élargissement du Parti ne lui servira pleinement que dans la mesure où dans le même tempe qu'il recrute, le Parti précise et clarifie ses positions qui pour tous les camarades qui sont ici sont bien entendu parfaitement claires.
Il y a un certain nombre de phénomènes dans le Parti qui ne sont pas inquiétants, dans la mesure où il ne faut pas les généraliser, nais qui sont graves.
Quand par exemple dans un temps où le texte, le long texte sur les assises du Socialisme, souligne la nécessité pour le Parti d'amplifier son effort en direction de la classe ouvrière et dans les entreprises, quand on voit que ce texte souligne l'esprit d'ouverture qui doit animer chacun d'entre nous pour accueillir les nouveaux camarades qui rejoignent le Parti, quand on voit une fédération comme celle de la Loire refuser que se constituent en section d'entreprise les nouveaux camarades de la troisième composante qui viennent à elle, le refuser et faire la sourde oreille après que le Comité directeur unanime l'ait rappelée au respect des statuts, on peut se demander si le souffle nouveau est encore parvenu partout et je pense que dans la période où nous sommes, nous ne pouvons plus

nous permettre de conserver dans notre Parti des pratiques, des ignorances, des lenteurs, qui sont vraiment la marque de ce que nous avons remplacé.
Pour terminer, mes chers camarades, je voudrais dire un mot d'un problème politique qui préoccupe beaucoup de nos militants et je crois d'ailleurs que tous les militants du Parti s'en préoccupent, je veux parler du problème posé par les prises de position politique du Syndicat Force Ouvrière.
A ce sujet je vous dirai simplement ceci : certains camarades ont eu très justement l'occasion de rappeler qu'il y a longtemps le Parti Socialiste S.F.I.O. avait pris un jour la décision terrible d'interdire aux militants du Parti d'appartenir à la C.G.T. Il faut bien voir qu'il ne saurait être question pour le Parti Socialiste d'imaginer un comportement semblable à l'égard de la C.G.T.-Force Ouvrière, qui quelle que soit la nature et l'action politique de sa Direction, compte dans ses rangs des milliers de militants ouvriers et des milliers de Socialistes.
Cela dit, il n'est pas tolérable que le Secrétaire général d'une organisation entièrement libre et entièrement responsable, en tant que telle, de ses positions et des positions qu'il croit devoir prendre, fasse état et de la manière la plus publique qui soit, jusqu'à agiter sa carte de membres du Parti à la télévision, fasse état de sa qualité de membre du Parti Socialiste, alors qu'il a cru devoir prendre des position qui sont absolument en contradiction avec celles de notre Parti.
Je voudrais simplement vous dire, camarades, qu'il s'agit d'un vrai problème et que les réactions spontanées de milliers de nos camarades sont des réactions non seulement compréhensibles, mais des réactions salubres.
Je pense qu'il appartient au Parti et qu'il appartiendra en l'occurrence à la direction du Parti, de prendre les mesures nécessaires qui respectent le premier impératif que j'ai rappelé, mais qui permettent de faire en sorte que cette confusion insupportable ne se produise plus.
(Applaudissements)

Le président - A la suite de l'intervention de Didier Motchane, notre camarade Barjon, Secrétaire fédéral de la Loire, souhaite apporter une brève précision.

Barjon (Fédération de la Loire)

Je voudrais simplement dire qu'à la fédération de la Loire les contacts qui ont été pris ont été maintenus immédiatement après les assises nationales, avec les camarades du P.S.U. et de la troisième composante, ont permis dès ce moment-là d'envisager les possibilités d'adhésion et il avait été décidé qu'ils devaient, puisqu'il n'y avait pas d'adhésion collective possible, nous apporter les listes des camarades demandant à adhérer, qui seraient ventilées dans les sections géographiques.
Un mois après ou presque, nous étions saisis d'un certain nombre de lettres disant ceci :
"Nous soussigné, adhérent au Parti Socialiste... constituant la section d'entreprise de tel et telle entreprise …"

D’une part nous étions amenés à remarquer que cela ressemblait à des adhésions collectives, que d’autre part pour certaines de ces entreprises des camarades adhérents au P.S. depuis plusieurs années n’avaient été ni concernés, ni consultés pour la création de la section d’entreprise et pour la mise en place du Bureau du secrétaire, du trésorier, du secrétaire administratif, qui étaient proposés.
C’est pour ces motifs de théorie que nous avions indiqué à ces camarades que leur démarche, telle qu’elle était ne présentée, ne nous paraissait pas souhaitable.
D’autre part sur le fond, compte tenu du peu de temps qu’il restait pour préparer le Congrès fédéral et le Congrès national, il nous paraissait très souhaitable que ce travail se fasse en commun dans les sections existantes, la mise en place de sections d’entreprise pouvant se faire dans les délais les plus raisonnables, les plus brefs possible.
Il n’y avait pas du tout de blocage vis-à-vis de qui que ce soit, mais peut-être une démarche différente sur un court délai, pour une courte période allant jusqu’au Congrès national.
Il est exact que le Comité directeur a été saisi de cette affaire par des camarades de la troisième composante, que le Comité directeur a pris une décision dont j’ai eu connaissance téléphoniquement deux jours ou trois jours après la réunion du Comité directeur, mais disons que nous attendions la Convention d’aujourd’hui pour être parfaitement éclairés sur les modalités pratiques d’adhésion et que tout à l’heure j’ai entendu comme vous-mêmes Mauroy parler d’adhésions individuelles, alors il y aura peut-être là des précisions à donner pour que, d’une fédération à l’autre, il n’y ait pas de fausse démarche, de fausse querelle, car il s’agit de travailler ensemble et non pas de se cristalliser sur des positions qui pourraient faire apparaître, ce qui serait stupide, qu’il y a d’un côté "des anciens", et de l’autre côté des "nouveaux" ; ce n’est absolument pas notre propos ni notre but dans la fédération de la Loire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marcel Debarge, fédération de la Seine Saint-Denis.
Intervenant suivant Pierre Carassus.

Marcel Debarge (Fédération de la Seine-Saint-Denis)

Camarades, la Convention fédérale de la Seine-Saint-Denis s’est réunie au début de la semaine dernière, et a estimé qu’il était normal d’une part de voir l’ensemble de l’activité du Parti Socialiste ces derniers mois, et que cet ensemble lui apparaissait comme quelque chose d’assez positif. La fédération a eu d’autre part à traiter de la question un peu particulière, puisque la circulaire préparatoire à cette Convention nationale l’a évoquée, des assises du Socialisme,
Sur la question des assises du Socialisme, nous rejoignons ici une conception que nous avons et que nous défendons en permanence. Entendons-nous bien, il ne s’agit pas, et il ne s’agira en aucun cas, de dire qu’il n’y a pas de vie démocratique dans le Parti, mais de dire que le Parti devrait conforter, devrait

mener une vie plus démocratique que ce qui existe actuellement, et aussi en arriver, parce que l'un ne va pas sans l'autre, à une plus grande information des militants de base.
Il nous semble de ce côté, en dehors delà préparation des Congrès, bien entendu, que Le Poing et la Rose, encore qu'une création intéressante, n'a pas un contenu suffisant quand à l'information et quant à la vis démocratique du Parti.
Néanmoins, pour en revenir aux assises proprement dites la majorité de la fédération a estimé que cela apparaissait pour le moins trop le fait d'actions d'état-major ou d'accords entre personnalités qui, pour aussi brillantes qu'elles soient, ne sont que des personnalités, et que l'ensemble, trop peu d'information et style de préparation, n'avait pas permis une préparation à la base, cette base du Partit en ce qui concerne notre fédération tout au moins, ne s'étant pas sentie suffisamment concernés.
Regrettable également, à notre avis, l'absence de référence à la résolution finale des assises ou ce qui peut s'appeler résolution finale des assises, référence insuffisante ou absence de référence à l'union de la Gauche et au programme commun de gouvernement.
Positive cependant - parce qu'il n'y a pas de critique systématique, il y a des choses que l'on doit voir le plus sereinement possible - la venue de militants nouveaux et l'apport de ces militants nouveaux.
Certes, et cela est bon dans un ordre d'idée où les assises ont joué leur rôle - le débat a permis non pas par rapport à l'attitude du Parti qui a été constante dans ce domaine, mais par rapport à cette absence de la résolution finale, de rappeler fermement par l'intermédiaire du Premier secrétaire notamment, notre position quant à l'union de la Gauche et au programme commun, position qui pouvait avoir semé le trouble chez certains nouveaux venus.
Inquiétante cependant, la venue d'hommes qui il y a peu de temps étaient des conseillers du pouvoir en place, comme Jacques Delors qui a fait une déclaration pour dire "je suis un militant da base", et depuis qu'il a dit cela, on n'a jamais autant entendu parler de lui ! Ce sont des interviews à la télévision, à la radio, ce sent des écrits... Bon ! Il a le droit d'écrire, il a le droit d'être interviewé, encore que s'il adhères à un parti, il faudrait qu'il se souvienne, puisqu'il est adhérent, d'après ce que je crois savoir, qu'il est soumis à la discipline de ce parti et qu'il devrait défendre les thèses de ce parti dans son extériorisation, les thèses qui ont été votées par lui, Inquiétante, donc, l'attitude de ces hommes par leurs écrits, leurs paroles, "le pacte social qui amènera l'union sacrée", ce sont de vieilles choses, de vieux thèmes que l'on connaît depuis des décennies, et qui n'ont amené qu'une chose mauvaise, qui n'ont amené qu'un "cocu", permettez-moi l'expression, dans les partis de Gauche !
Donc, ce que j'exprimerai comme souhait, comme souci majeur en même temps, c'est que le Parti Socialiste, par la venus non pas de camarades du P.S.U., ce n'est pas eux que je vise, mais par la venue de certains nouveaux, ne soit pus une mode, mais reste bien l'outil pour la transformation de la société. Je crois que cela, c'est un point important.
(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

La présence du Parti Socialiste sur les terrains de lutte, c'est un fait positif. Nous sommes, à la Seine-Saint-Denis une fédération ouvrière. Pour arriver à paraître dans les entreprises, j'aime autant vous dire que cela n'a pas été facile. Cela n'a pas été facile parce qu'il y a un Parti Communiste puissant qui joue son jeu, c'est normal. Cela n'a pas été facile parce qu'il a fallu transformer de vieilles habitudes. Mais ce que je juge positif, c'est qu'à l'étonnement quelquefois des travailleurs, dans une affaire comme celle de la Néo-Gravure qui avait une usine importante à Saint-Ouen, la fédération ait joué son rôle, la section ait joué son rôle, mais également le Secrétariat national, puisqu'une délégation du Secrétariat national, accompagnée d'un représentant du groupe parlementaire, a participé à des réunions chez Néo-Gravure pour permettre une meilleure défense des intérêts des travailleurs de cette entreprise.
La présence du Parti Socialiste sur les terrains de lutte, c'est quelque chose qui m'apparaît comme primordial, la riposte à l'événement, la rapidité dont on a fait preuve, c'est cela le militantisme qui doit être le nôtre pour l'implantation du Parti.
Dans les débats avec le Parti Communiste, il faut le dire - j'empiète peut-être un peu sur l'ordre du jour de cet après-midi, on m'en excusera, je dirai juste deux mots - il faut faire très attention à une chose, c'est que nous sommes des initiés, et que nous avons à faire à l'opinion publique.
J'ai vécu la grève des P.T.T. où, je le dis aussi, les déclarations du Secrétaire général de Force Ouvrière n'ont pas aidé les camarades en lutte des P.T.T. Mais ce n'est pas mon propos, A travers les assemblées, et après les assemblées où il y avait des discussions qui, certes, étaient d'origine revendicative, la nécessité apparaissait pour le Parti Socialiste de s'expliquer comme une organisation au prolongement des revendications des travailleurs. Et là où nous étions critiqués à égalité - tout à l'heure Didier Motchane nous parlait de l'égalité entre les deux partis - c'est ce débat, cette opposition entre les deux partis qui n'était pas nécessairement comprise par tous, et qui était ressentie assez durement par les travailleurs en lutte.
Certes, il faut débattre avec le Parti Communiste. Certes, il ne faut pas admettre une unité bêlante. Mais il faut bien savoir qu'à travers nos propos, à travers nos attitudes, il y a cette opinion publique qui, encore une fois, n'est pal composée seulement d'initiés, et qui ressent parfois les choses d'une manière différente des militants que nous sommes, et qui vivent un peu trop en circuit fermé.
Alors vis à vis du Parti Communiste, l'attitude de notre fédération, qui a été, je crois, celle du Parti dans son ensemble, c'est une fermeté paisible. Nous ne voulons pas plumer la volaille Communiste. Nous souhaitons que le Parti Communiste se renforce, nous souhaitons nous renforcer, pour que le total des deux arrive à faire un chiffre encore plus important qu'il ne l'était jusqu'à ce jour.
Nous pensons aussi que toutes les questions ayant trait à l'action sociale, aux rapports parti-syndicat - il faudra entrer plus avant, je croîs, dans ce domaine -, à l'autogestion, à la démocratie économique, à l'union de la Gauche et à ses applications sur le terrain - l'union de la Gauche, ce n'est pas un texte

seulement, c'est quelque chose que l'on doit pratiquer sur le terrain -, ce sont des points essentiels pour le prochain Congrès qu'il nous faudra débattre en toute liberté, mais en souhaitant, avec cette volonté qui doit être la nôtre et qui est la mienne, parvenir à la synthèse nécessaire entre nous pour bien définir, pour bien préciser l'orientation qui sera celle du Parti dans les prochaines années.
(Applaudissements)
Le président - Je donne la parole à Pierre Carassus. Intervention suivante, Garel.

Pierre Carassus

Camarades, comme la plupart d'entre nous, quand j'interviens au nom du Parti, et au sein du Parti, je n'ai pas pour habitude de faire référence à mon organisation syndicale. Mais je crois qu'à la suite des assises, les ambiguïtés qui se sont fait jour sur le problème des relations Parti-syndicats m'amèneront à dire qu'effectivement je milite à la C.G.T., pour que les camarades comprennent bien le sens de mon intervention.
Soyons clairs, pour ma part, et je pense pour la plupart des camarades ici présents, on ne peut que se féliciter que par milliers des militants C.F.D.T., et quelles que soient leurs responsabilités, viennent à notre Parti pour effectivement implanter le Parti dans les entreprises, et permettre l'intervention politique au sein de ces entreprises que nous souhaitons tous.
Mais en ce qui me concerne, ce qui pose un problème, par exemple, c'est la prise de position de la Confédération de la C.F.D.T. après l'appel lancé par François Mitterrand.
Bien sûr, nous ne sommes pas maîtres des prises de position de quelque confédération que ce soit, mais il me semble que nous pouvons émettre un avis sur ces positions, et il y a là, selon moi, une intervention sur le terrain strictement politique. Je dirai mieux, il s'agit de problèmes d'organisation de parti politique ; il suffit pour cela de se rappeler les difficultés qui sont survenues au sein du P.S.U. Certains ont parlé, pour exprimer leur crainte, d'un nouveau travaillisme. Sans doute nous n'en sommes pas encore là, mais les prises de position sur les assises, et le thème souvent développé avant les assises, un courant autogestionnaire d'un côté, C.F.D.T., P.S., P.S.U., et un courant centralisateur de l'autre, C.G.T., P.C., me semblent quelque peu en contradiction avec les assurances que nous a données ce matin Pierre Mauroy, à savoir qu'il ne pouvait être question pour nous de nous lancer dans d'éventuelles relations privilégiées avec certaines organisations syndicales.
Quant à nos rapports avec la Confédération C.G.T., il y a aussi, me semble-t-il, là des réponses précises à apporter.
Quand un camarade intervient aux assises pour critiquer la position de Rocard qui, dans des déclarations, avait assimilé la C.G.T. au P.C., il me semble quelque peu inquiétant qu'un grand nombre de délégués aux assises aient réagi vivement à cette critique. Je crois que tout autant que Rocard, je suis bien placé pour apprécier les relais joué par nos camarades Communistes au sein de la C.G.T.
Mais il y a un point sur lequel il nous faut faire la clarté. Considérons-nous, au

sein du Parti Socialiste, qu'oui ou non la C.G.T. est indépendante du Parti Communiste ? Bien entendu,, ici je parle en mon nom propre, mais je reste persuadé et je crois pouvoir dire qu'à cette question précise, des milliers de Socialistes attendent une réponse tout aussi précise.
En fait, quel sans pourrait avoir, pour un militant Socialiste, le fait de militer au sain d'une organisation syndicale qui serait sous la dépendance d'un autre parti politique ?
Ceci étant dit, tout devrait être fait pour aider le militants syndicalistes, quelle que soit leur appartenance syndicale, qui souhaitent implanter le Parti dans les entreprises.
On a débattu tout à l'heure du problème de la fédération de la Loire. Sans doute y a-t-il des problèmes, et ils ont été évoqués, adhésions individuelles, adhésions groupées, mais pour des militants qui souhaitant intervenir au sein de l'entreprise pour avoir une action politique, je peux vous assurer que ces problèmes sont quelque peu subalternes, et que pour eux, ce qui compte, c'est de savoir si au sein du Parti ils pourront demain, et le plus vite possible, intervenir pour faire connaître les positions de notre Parti.
C'est pour cela que quand j'entends dire par le camarade secrétaire de la Loire : "nous leur avons proposé d'aller adhérer dans les sections, et puis après on pourra envisager comment on va faire pour résoudre le problème que pose l'intervention au sein des entreprises", il y a là une conception de l'intervention politique dans les entreprises qui ne correspond pas à celle que le Parti a développée jusqu'à ce jour.
Enfin je voudrais évoquer un autre problème, celui de nos rapports avec Force Ouvrière, puisque là aussi il s'agit des rapports syndicat-parti.
Avant tout, je voudrais dire combien le rôle joué par de nombreux militants Socialistes de Force Ouvrière dans la lutte des travailleurs des P.T.T. mérite tout notre respect. Mais ce qui, selon, est en cause, ce sont, comme certains camarades l'ont déjà dit, les prises de position politiques de la Confédération Force Ouvrière, à travers des déclarations permanentes d'un certain apolitisme. Voilà !
Lorsque après la grève du 6 décembre 1973 et les manifestations qui ont eu lieu à cette occasion - et je vous le rappelle, nous étions partie prenante de cette initiative - Bergeron déclare : "elle aura sans doute gravement désorganisé la vie économique du pays", eh bien il me semble que là il y a une prise de position politique condamnant fermement la politique du Parti Socialiste. C'est donc par rapport à ces prises de position politiques qu'il nous faut nous déterminer, et je crois qu'il nous faudra avoir beaucoup de rigueur.
Mais il faut bien comprendre les réactions qui ont eu lieu au sein du Parti. Et lorsqu'on voit la Confédération Forces Ouvrière prétendre que ces réactions montrent une méconnaissance totale du monde ouvrier, eh bien je crois que c'est tout le contraire. En effet, ce qu'il faut bien voir, et ce qui est à l'origine de ces réactions, c'est le comportement de la Confédération Force Ouvrière par rapport au conflit des P.T.T. Jamais une confédération n'avait été aussi loin. Et si on veut prendre l'exemple à côté de la R.F.A. et le comportement de la D.G.B. dans

les grèves du secteur public, grèves que l'on appelait sauvages à l'époque, il était évident pour tout le monde qu'au départ la Confédération D.G.B. était contre ces actions. Cela n'a pas empêché que tout au long des conflits la D.G.B. a soutenu les travailleurs en lutte. Au contraire, pendant le conflit P.T.T. où les militants Force Ouvrière étaient nombreux, eh bien la Confédération a eu une tout autre position puisqu'elle a développé longuement le thème de grève politique, ce qui en fait était l'argument développé par le pouvoir pour essayer d'isoler les travailleurs des P.T.T.
Je crois donc qu'il nous faut bien voir qu'il y a là des réactions très compréhensibles de la part de nos camarades, et sur ce problème là il nous faudra aussi avoir une grande rigueur, si nous ne voulons pas qu'il en découle des conséquences très néfastes pour notre Parti.
Il est clair qu'aujourd'hui le problème qui est soulevé par de nombreuses fédérations empêche la venue à notre Parti d'un grand nombre de militants des entreprises, et particulièrement dans les P.T.T. avec le conflit qui vient de s'y dérouler.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Jean Garel, Premier secrétaire de la fédération de l'Aisne.

Jean Garel (Fédération de l'Aisne)

Chers camarades, j'interviens sur le point 1 de l'ordre du jour, pour vous informer de l'état du débat sur les problèmes posés par les assises du Socialisme, tel qu'il se déroule à l'heure actuelle à l'intérieur de notre fédération.
Mais je voudrais tout de suite dire que pour les camarades, il parait difficile, quand on évoque ces problèmes, de mettre entre parenthèses ce qui nous parait être la réaction du Parti Communiste à certains aspects de ce débat.
A l'heure actuelle en effet, au point où nous en sommes après le débat des assises et avant le Congrès, la question que paraît nous poser la venue au Parti de nouveaux militants appartenant soit au P.S.U., soit à la troisième composante, nous parait se poser de la façon suivante : il y a d'une part un problème en ce qui concerne les militants de ces organisations et je dirai que ce n'est pas un problème majeur, il y a d'autre part un problème en ce qui concerne un certain nombre de dirigeants, en particulier du P.S.U., et la question n'est plus, après l'intervention de Pierre Mauroy, de savoir sous quelle forme ils viendront au Parti, mais bel et bien sur quelles bases politiques, car nous ne pouvons toujours pas oublier qu'en ce qui concerne un certain nombre d'options fondamentales qui sont dans le programme commun de gouvernement, mais qui étaient antérieurement dans le programme du Parti Socialiste, il y a eu des critiques constantes de la part de Michel Rocard et de Robert Chapuis, qui ne se sont jamais clairement, ni publiquement expliqués sur la façon dont ils appréciaient, maintenant qu'ils se préparent à entrer au Parti, un certain nombre de ces mesures, en particulier de ces mesures structurelles.
Dans le même temps les camarades ne peuvent pas oublier et sont surpris de

Fondation Jean Jaurès

noter qu'un des responsables de la politique sociale et économique de Chaban-Delmas prend publiquement, soit à travers le Quotidien de Paris, soit à travers des interview donnés au Nouvel Observateur, l'attitude en quelque sorte de l'économiste qui vient au Parti poux apprendre aux membres du Parti ce qu'est l'économie.

Et de ce point de vue, force nous est de poser cette question : camarades, vous venez militer à la base et militer à la Direction du Parti, soit, mais sur quelle base politique ? Car, dans le même temps, nous sommes sollicités et quelque peu inquiets par le phénomène de rapprochement entre des dirigeants historiques de la politique gaulliste ou des dirigeants historiques du centrisme d'opposition et nos partenaires qui sont nos partenaires radicaux de Gauche.

Nos camarades ont été frappés par certaines attitudes, certaines déclarations, certains projets de celui qui fut le ministre de l'Affaire LIP ou d'un certain nombre de dirigeants comme le sénateur Pelletier ou Catesson qui se sont, pendant une longue période, balançant entre la Gauche et la Droite, fait les défenseurs de la Droite.

Pour les camarades, il y a à ce niveau-là un problème qui est un problème politique. N'assistons-nous pas, à travers le reclassement d'un certain nombre de dirigeants dont les responsabilités ont été grandes dans l'élaboration de la politique de la 5ème République, à une tentative de récupération par certains courants de la bourgeoisie, des courants qui sont les courants du Socialisme ?

De ce point de vue, nous apprécions la réaction du Parti Communiste comme une réaction à ces phénomènes et nous pensons qu'au point actuel du débat, non pas du débat entre notre Parti et le Parti Communiste, puisque ce débat n'est pas engagé, mais du débat à l'intérieur du Parti Communiste qui est posé depuis au moins 48 h publiquement au niveau de sa direction, entre les positions défendues par Georges Marchais, publiquement, et les propos de Roland Leroy le lendemain, nous pensons que le Parti Socialiste ne peut pas faire l'économie d'une réflexion sur ces questions.

Oui, les camarades qui sont les camarades du PSU et de la 3ème composante viendront renforcer le Parti à sa base. Dans quelle proportion ? C'est fort discutable. Il nous parait, en effet, que si Michel Rocard et Robert Chapuis fuient le Congrès du PSU, c'est parce qu'ils craignent en grande partie un désaveu de leurs militants, et, par-là même, d'apparaître dans une position qui est une position réelle de faiblesse et qui est leur positions de fait.

Oui, nous sommes heureux d'accueillir ces militants à la base, mais nous n'entendons pas que le débat politique de fond avec leurs dirigeants soit esquivé.

Oui, nous pensons que le débat qui est publiquement posé par le Parti Communiste ne nous permet plus de rester dans une position qui est une position de silence. Il est clair, en effet, que si nous étions parvenus au pouvoir ensemble, les questions qui sont les questions de fond qui nous ont été posées, auraient été posées dans un contexte qui aurait rendu difficile le fonctionnement de l'union de la Gauche.

Oui, camarades, nous ne pouvons pas prétendre gouverner avec les Communistes si, d'une part, les militants de notre Parti ne parviennent pas à

travailler à la base avec les militants du Parti Communiste, de telle sorte que les militants Communistes puissent avoir du Parti Socialiste une image qui les rende en quelque sorte imperméables à certaines actions et à certaines déclarations de leurs dirigeants.
Oui, par ailleurs, ce débat de fond est posé, il est effectivement, comme l'a dit François Mitterrand, inutile et dangereux de s'embarquer sur un terrain de polémique mais il est inévitable que le Parti Socialiste soit amené à fournir sur ces questions des réponses.
Enfin, oui, il est vrai que le Programme commun de gouvernement élaboré dans la conjoncture des années 1972 propose des mesures de fond qui sont des mesures structurelles sur lesquelles nous n'entendons pas revenir mais propose également un certain nombre de mesures conjoncturelles dont il faut bien avoir le courage de dire qu'elles sont à l'heure actuelle inhabituelles et inacceptables et que, par conséquent, de ce point de vue, le Parti aura à reprendre un débat avec ses partenaires dans le cadre d'une fidélité à la politique unitaire d'union de la Gauche.
(Applaudissements)

Le président - J'informe la Convention nationale que l'intervention de François Mitterrand aura lieu à la fin du débat dans le courant de l'après-midi, probablement vers 16 h 30.
La parole est à Raymond Chaudron, délégué de la fédération de l'Yonne.

Raymond Chaudron (Fédération de l'Yonne)

Camarades, je suis délégué d'une petite fédération qui n'a pas de député ni de sénateur mais dont les effectifs sont passés au cours de l'année 1974 de 300 membres à un peu plus de 400.
Mon intervention se limitera à un seul point très précis.
Au cours des assises du Socialisme, un courant de pensée n'a pas eu la possibilité de s'exprimer. Le Secrétariat du Parti a, en effet, refusé qu'un membre de la Bataille Socialiste prenne la parole au cours des assises. Ce refus m'apparaissant comme une entorse à la démocratie, j'ai défendu devant le Congrès de ma fédération une motion dont je vais vous donner lecture :
"Les membres de la fédération de l'Yonne regrettent que le courant de pensée "La Bataille Socialiste" n'ait pu exprimer son point de vue lors des assises du Socialisme."
Je dois dire que le point de vue du Secrétariat national du Parti a été expliqué par un camarade appartenant à notre fédération qui travaille à la cité Malesherbes et qui est un des collaborateurs de notre Premier secrétaire.
Je dois dire aussi que cette motion a été défendue par des camarades appartenant à tous les courants de pensée et que, finalement, cette motion a été votée par 25 voix contre 3, 6 camarades s'abstenant et un autre refusant de participer au vote.
Cependant, la fédération de l'Yonne a voté dans sa presque unanimité le quitus à la Direction nationale du Parti pour sa gestion lors des derniers mois. Mais en votant la motion dont je vous ai donné lecture, la fédération de l'Yonne tient à

Fondation Jean Jaurès

rappeler que le Parti à tous les niveaux doit donner l'exemple dans la pratique de la démocratie.

Le président - La parole est à Peron, de la fédération du Val d'Oise.

Peron (Fédération du Val d'Oise)

Camarades, au nom de la fédération du Val d'Oise - vous m'excuserez de la voix un peu cassée que j'ai, mais hier nous avons eu un Conseil fédéral... (Rires) … je viens très simplement rapporter quelques mots, très courts, de ce qui s'est passe à ce Conseil fédéral et donner les résultats, pour le premier problème concernant les assises, notre Conseil fédéral à l'unanimité a donné comme positif le bilan de ces assises, mais s'il est d'accord sur le fond, il forme quelques remarques concernant la forme et notamment, je ne reprendrai pas par des phrases très longues mais d'une façon lapidaire les points qui ont retenu l'attention des militants et que je vous soumets.

Tout d'abord, une préparation insuffisante à la base.

Deuxièmement, un manque de référence au programme commun notamment dans la motion finale.

Troisièmement, une ambiguïté de certains sur les positions Socialistes.

On demande qu'il soit réaffirmé d'une façon nette et précise que tout adhérent nouveau s'engage à suivre la ligne du Parti sans autre détours.

Regrette que les thèmes sur l'autogestion, sur les voies de passage au Socialisme, sur la nature de l'Etat n'aient pas été assez précisés.

Enfin, regrette surtout que les conclusions de ces assises n'aient pu être connues par les militants que par la presse nationale car le livre qui vient de sortir très récemment, très complet, a été reconnu fort cher par les militants.

En ce qui concerne la gestion des organismes centraux, la fédération du Val d'Oise donne son quitus à la Direction nationale pour son action depuis la dernière Convention. Cependant, certaines sections représentées n'ayant pas cru devoir dans leur section émettre de vote là-dessus, il n'y a pas eu refus de vote de certains mais il n'y a pas eu de votes.

Enfin, un dernier problème, que mon camarade précédent a évoqué : c'est l'exclusion qui aurait été demandée d'un courant de pensée dans les assises. Il paraîtrait que le Secrétariat aurait refusé la prise de parole d'un orateur défendant les thèses de "Bataille Socialiste". Notre Conseil fédéral demande au Comité directeur de s'expliquer sur ce sujet.

Enfin, au sujet de l'étude qui a été faite concernant la crise, notre fédération demande au Parti et à ses organismes directeurs :

1°) de faire un travail rapide mais précis et clair sur la crise actuelle et surtout sur les solutions adoptées.

2°) Demande aussi que la polémique PC - PS s'arrête par une explication nette de notre Parti.

3°) Enfin, demande que les travailleurs soient informés d'une façon plus grande par les organes de journaux venant de notre Parti.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - La parole est à Clermot (?) de la fédération du Tarn. Après, Benamour, de l'Hérault.

Clermot (Fédération du Tarn)

Camarades, la fédération du Tarn donnera son quitus à la gestion des organismes centraux du Parti et ce, à l'unanimité et sans observation majeure, sinon avec quelques remarques dont je vais vous faire-part.

Les assises : Lors de l'étude en Commission exécutive départementale, de nombreux camarades se sont élèves contre la technique de la préparation de ces assises du Socialisme et considèrent que le problème a été mal posé et que les militants de base n'ont été vraiment sensibilisés qu'après les assises Nationales et encore pas dans toutes les sections.

La formation du militant : elle est mal entreprise et trop touffus. Elle ne colle pas assez avec la réalité de la vie des sections et elle est difficile à mettre en application dans les communes rurales, si difficiles à sensibiliser à cette tâche. C'est une question fondamentale qu'il faut étudier de près.

Le Poing et la Rose : trop de militants ne le reçoivent pas encore. Il faudrait vraiment que le fichier central de cette publication revoie son organisation et fasse tout son possible pour que des adhérents cessent enfin à chaque réunion de se plaindre.

Les élections partielles : dans le Tarn, nous venons de connaître les municipales à Mazamet et aujourd'hui cantonales et municipales à (?).

Du côté du Parti Communiste, tout s'est à peu près bien passé malgré le litige actuel, mais du côté des Radicaux de gauche, il n'en a pas été de même.

Au Congrès de Grenoble, j'avais, si vous vous en souvenez, camarades, abordé à la tribune ce problème pour vous demander l'organisation de primaires avec eux.

Un an et demi après nous nous sommes retrouvés face aux manœuvres occultes des élus des Radicaux de gauche, et je suis gentil en employant ce mot de "manœuvres".

Je demande donc au Comité directeur d'étudier de très près nos relations électorales avec ce Parti.

Maintenant, camarades, je vais soulever un point mineur qui n'a fait l'objet jusqu'alors d'aucune remarque : celui de la présence à Alger, le 1er novembre, d'un représentant officiel du Parti Socialiste, aux célébrations du 20ème anniversaire de l'éclatement des événements que vous connaissez.

Ayant été là-bas du côté de ceux qui ont toujours considéré l'indépendance comme un fait inéluctable, ayant lutté contre l'activisme, je dois pouvoir dire que la présence à Alger de Claude Estier a été douloureusement ressentie de la part de ceux qui viennent de là-bas.

Le 1er novembre 1954 cessait d'exister en Algérie la régime du droit commun. Beaucoup de résidants européens ou algériens sont morts d'actes qui n'avaient rien de révolutionnaires mais d'actes criminels qui n'ont jamais été punis, comme l'assassinat de notre camarade de la fédération d'Alger, William Lévy. Aussi, nombreux ont été les parents de ces victimes qui ont ressenti

douloureusement la présence à ces festivités particulières, inhérentes à une célébration d'un 20ème anniversaire, d'un représentant officiel du Parti.
J'ai parlé peut-être à titre personnel mais j'ai vu autour de moi des réactions assez sensibles à ce sujet.
Je terminerai, camarades, en renouvelant à notre camarade François Mitterrand les félicitations de notre fédération pour l'avancée du Socialisme qu'à fait faire sa candidature aux élections présidentielles, et qui aboutira à la marche en avant d'un grand Parti Socialiste.

Le président - La parole est à Benamour, de la fédération de l'Hérault. Ensuit Annick Poncet, du Val d'Oise.

Abdelali Benamour (Fédération de l'Hérault)

Camarades, nous sommes réunis en Convention nationale pour apprécier, et l'activité des organismes centraux, et les résultats des assises du Socialisme des 12 et 15 octobre dernier.
C'est en somme le dernier acte d'un nouveau combat commencé au lendemain du 19 mai.
Au-delà de l'appréciation, c'est l'approbation des délibérations de la fédération de l'Hérault que nous vous apportons. Par contre, nous nous garderons bien d'anticiper sur le Congrès de Pau.
Nous avons naturellement souscrit à la résolution finale de la précédente Convention. Nous en avons développé les perspectives devant nos sections et nos instances fédérales. Autant que nous avons pu le faire sans y être associés directement, nous avons suivi l'élaboration du projet de société, puis nous avons participé, aux assises, à la discussion de ces thèmes essentiels.
Sans doute, certains d'entre eux auraient-ils encore à gagner en clarification et en pouvoir d'attraction par une discussion dans les sections et entre militants.
Ainsi, nous nous félicitons, par exemple, que le prochain débat soit prévu sur l'autogestion.
Les thèses Socialistes s'enrichissent nécessairement et acquièrent leur légitimité incontestable chaque fois qu'elles sont passées par la discussion, voire la contestation initiale, puis par l'explication et l'approbation des camarades du Parti.
Nous jugeons très positifs les résultats des assises des 12 et 13 octobre. Le public attentif ne s'y est pas mépris et nous a apporté une double consécration populaire, celle de milliers d'adhésions, celle de milliers de voix nouvelles, lors des récentes consultations électorales.
Nous jugeons positifs le renforcement évident du Parti et l'élargissement de son audience ; nos sections se multiplient et les autres s'agrandissent. Les gens viennent à nous avec le désir de travailler. Nous jugeons parfaitement loyale la réaffirmation de notre stratégie d'union de la Gauche et de notre fidélité aux options fondamentales du Programme commun de gouvernement. Lequel d'entre nous aurait-il d'ailleurs admis de le mettre en cause ?
Certes, depuis quelques semaines, une ombre a obscurci le tableau. Nos

Fondation Jean Jaurès

camarades du Parti Communiste ont pris ombrage de notre comportement et de nos progrès.
Nos militants s'interrogent ou s'inquiètent devant des accusations ou des griefs qui sont aussi malveillants que pernicieux.
Nous avons le devoir de réaffirmer ou de préciser sans nous lasser les prises de position du Parti Socialiste, que nous aurions soit disant oubliées ou transgressées tout à coup. A cet effet, nous souhaitons la plus large diffusion possible de la circulaire 335 et de la chronologie jointe au dossier de cette Convention, qui nous semblent être des documents très intéressants.
Gardons nous certes de tout complexe de supériorité ou d'infaillibilité et encore davantage du complexe de culpabilité.
C'est sous cet éclairage et devant ce bilan que nous apportons une appréciation sans réserves à l'action de nos responsables nationaux et aux résultats des assises du Socialisme.
Depuis leur clôture, nous avons été confrontés à une dégradation continue et même accélérée de la situation économique et sociale, la hausse des prix, l'accentuation du chômage ont exaspéré les travailleurs, l'inquiétude légitime de ces derniers les a conduits à l'occupation des lieux de travail et à des grevés, le pouvoir a répondu par la force et nous l'avons condamné. Nous sommes restés aux côtés des travailleurs et nous avons eu raison.
Sans doute, avons nous eu nous-mêmes à souffrir quelque peu de l'interruption des communications avec le siège du Parti, le calendrier du Congrès s'en trouve affecté, il sera difficile notamment de respecter l'échéance du 21 décembre, nous ferons néanmoins pour le mieux.
Au fond tout se tient. Qu'il s'agisse des assises d'hier ou du Congrès de demain, c'est l'avenir qui est en perpétuelle élaboration. Nous sommes sur la bonne voie, l'idée du rassemblement Socialiste a été lancée, elle répond à l'aspiration unitaire toujours enclose et latente dans le cœur des travailleurs.
Cette perspective dépasse largement nos préoccupations et nos querelles quotidiennes. Malgré les déceptions de l'heure, nous gardons inébranlablement confiance dans le Parti, parce qu'il demeure fidèle à lui-même, à sa vocation, à son histoire, parce qu'il demeure surtout fidèle à l'espérance que placent en lui les travailleurs et les hommes qui souffrent et qui continuent d'aller, assoiffée de justice et de fraternité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Annick Poncet, fédération du Val d'Oise.

Annick Poncet (Fédération du Val d'Oise)

Mes chers camarades, j'appartiens à un groupe qui a souhaité, comme chacun le sait, le débat de préparation aux assises le plus large, le plus décentralisé possible. On peut déplorer que malgré nos interventions diverses dans ce sens, le Parti ne nous ait pas suivis dans cette voie. C'est le cas notamment du problème que je vais aborder avec vous, celui concernant les femmes.
Les assises nationales pour le Socialisme ont évoqué, à travers un carrefour les

problèmes de la femme, en essayant de chercher le moyen de sensibiliser les femmes à la vie politique en général et à notre propre démarche en particulier.
Ce fut une tentative insuffisante et présentés comme subalterne au débat, mais qui eut néanmoins le mérite de poser un certain nombre de problèmes fondamentaux.
Cette tentative n'est donc pas négligeable et elle doit permettre un élargissement et un approfondissement de la place et du rôle de la femme dans notre société.
Cette démarche s'inscrit dans la ligne amorcée par la décision statutaire qui prévoit uns représentation minimum de 10 % de femmes à tous les niveaux de responsabilité du Parti. Cette représentation statutaire est un moyen que le Parti s'est donné pour que les femmes peu à peu accèdent pleinement à la vie politique.
De ce point de vue, c'est un premier pas positif vers le passage à terme de toutes les responsabilités.
Je crois qu'il faut remercier ici Marie-Thérèse Eyquem de la fermeté avec laquelle elle s'est employée à faire aboutir cette mesure qui commence dans nos fédérations.
L'opinion publique est d'ailleurs aujourd'hui particulièrement sensibilisée aux problèmes spécifiques de la femme, grâce notamment aux débats qui ont eu lieu ces temps derniers à propos de l'adoption du projet de loi sur l'avortement.
Que l'on soit pour ou contre, nul n'est resté insensible.
Le résultat obtenu est à mettre à l'actif de la Gauche et chacun sait bien qu'en la circonstance, comme le rappelait récemment François Mitterrand lors d'une émission télévisée, Giscard d'Estaing a montré qu'il ne contrôlait pas sa majorité.
Mais, ce premier résultat ne se transformera en victoire définitive que si nous savons lui donner un prolongement politique.
II convient de s'interroger sur le relais pris par la Gauche pour assurer le succès du vote.
Si la Gauche a pris ce relais, c'est que la Droite ne pouvait pas finalement voter un projet qui risque de remettre en cause les structures fondamentales de la société capitaliste.
Je m'explique.
La Droite a senti plus ou moins confusément qu'à travers ce débat sur l'avortement c'était le problème tout entier de la maîtrise de la femme sur son destin qui était posé à la femme, oui ou non, va-t-elle devenir l'égale de l'homme dans ce domaine, puisque désormais elle ne sera plus obligée d'accepter passivement la loi de l'homme.
Elle sera maître de donner ou non la vie, mais en conquérant cette maîtrise d'elle-même en un domaine qui paraît bien spécifique, ne rejette-t-elle pas en même temps tout le lourd héritage qui faisait de la femme un objet économiquement utile, dans la mesure où il était consacré à la reproduction et à l'éducation des enfants, et à cela seulement ? ... l'homme se réservant toutes les autres prérogatives.
Ce rapport de dominant à dominée n'a été que le reflet d'une société qui pendant

Collection Jean Jaurès

des siècles et des siècles n'a pu faire autrement pour assurer sa propre reproduction et la survie de l'espèce, mais aujourd'hui les choses sont changées ou, tout au moins, sont en train d'évoluer.
La femme ne supporte plus d'être liée aux seules besognes matérielles, parce que le progrès technique lui permet, en partie, d'y échapper.
La femme n'accepte plus la fatalité biologique qui liait le plaisir et l'amour à la reproduction, parce que le progrès technique, la meilleure connaissance des problèmes liés à la reproduction lui permettent d'envisager le plaisir sexuel comme une fin et non comme un moyen.
La femme peut devenir en ce domaine l'égale de l'homme, lequel perd ainsi une grande part de son pouvoir de domination car la femme n'est plus maintenant en état de perpétuelle crainte.
Dans un de ses ouvrages, Hervé Bazin évoquait parfaitement ce problème de la crainte perpétuelle dans laquelle vivait - je devrais dire vit encore - la majorité des femmes, lorsqu'il faisait dire à un de ses personnages, une mère de famille, à peu près ceci : "En somme, il n'y a que vingt-cinq jours par mois où nous vivons dans la crainte, le reste du temps, ça peut aller !"
Si aujourd'hui, donc, la femme ne participe pas encore à part entière à la vie politique, à la vie de la société, dans les syndicats ou dans toute autre Association, c'est parce qu'elle ne fait que sortir d'une longue période de servitude où elle était confinée, parce qu'elle avait d'abord un problème à résoudre, ce problème c'était celui de sa sexualité.
Aujourd'hui elle est en train, peu à peu, de le résoudre et elle commence, à cette occasion, à poser, parce qu'elle peut le faire, le problème de sa place dans la société, cette place que son intelligence lui permettrait de réclamer, mais que son corps jusqu'à présent lui refusait.
A cette redistribution des rôles, la société capitaliste pourra t-elle résister ?
En effet, le modèle capitaliste est basé sur un système hiérarchique parcellisé qui conduit, je le rappelle, à créez des rapports de dominants à dominés. Toute la société est construite à cette image.
Comme dans le domaine économique, la cellule familiale dans sa forme actuelle est basée sur un schéma selon lequel l'homme est en rapport d'autorité, où il possède le pouvoir économique, donc le pouvoir de décision ; même lorsque la femme participe à la production, sa situation de femme l'emporte sur sa condition de travailleuse et elle subit alors une double exploitation. Lorsqu'elle reste à la maison, dans son rôle d'éducatrice, étant coupée de la vie sociale, de la vie économique, de la vie politique, elle modèle l'enfant à l'image de la société et elle perpétue la notion d'inégalité entre l'homme et la femme ; elle assure ainsi la pérennité du système.
C'est sur ce système que nous devons orienter notre recherche, en raison de la mutation actuelle ; si nous voulons que les femmes se sentent concernées par ce qui se passe au Parti Socialiste. Comment pourrions nous du reste aborder avec sérénité le débat sur l'autogestion en sachant que dans notre société toute une partis de la population, la moitié, reste en marge de nos recherches, puisqu'elle n'a pas la capacité de s'assumer elle-même ?

Collection Jean Jaurès

Parler d'autogestion dans ces conditions, ne serait pas conséquent. II convient donc d'aborder très franchement ce problème, non pas comme on le fait trop souvent en consacrant par-ci par-là une ou deux Commissions à cette recherche, mais en se donnant 1e temps et les moyens nécessaires à une réflexion approfondie.
C'est la raison pour laquelle je souhaite qu'une Convention nationale soit consacrée su thème de la condition féminine, afin que le Parti tout entier se sente concerné par ce problème. (Applaudissements)

Le président - Dernier orateur de la séance de ce matin : Oehler, fédération du Bas-Rhin.

Jean Oehler (Fédération du Bas-Rhin)

La fédération du Bas-Rhin s'est réunie hier après-midi et a décidé d'apporter sa contribution à cette Convention nationale. Elle a fait surtout un travail en carrefours.
Le 1er carrefour était sur les assises du Socialisme et le renfort du Parti.
Le 2ème carrefour était sur la situation politique actuelle.
Les résultats n'ont pas pu être faits par les Rapporteurs ; ils seront transmis au siège dans le courant de la semaine, mais néanmoins on propose une motion qui a été décidée à l'unanimité hier après-midi à la fédération du Bas-Rhin.
"La fédération du Bas-Rhin du Parti Socialiste, réunit en Convention départementale le samedi 7 décembre 1974, propose à la Convention nationale de demander aux Instances dirigeantes du Parti de reprendre la discussion sur le problème économique avec le Parti Communiste français et le Mouvement des Radicaux de Gauche, au sein du Comité de liaison des 3 partis ; en vue de cette rencontre, elle souhaite que le Parti Socialiste réaffirme :
1) qu'il est résolument attaché à la stratégie de l'union de la Gauche ;
2) qu'il n'entend pas, s'il venait au pouvoir, gérer la crise du capitalisme mais, au contraire, préparer la transition au Socialisme ;
3) que la signature en 1972 du Programme commun continue à engager le Parti tout entier, dans le respect des principes.
La fédération du Bas-Rhin pense cependant que les 3 organisations de l'union de la Gauche réactualisent d'un commun accord les chapitres du Programme commun affectés par la Crise conjoncturelle du capitalisme".
(Applaudissements)

Le président - Le Secrétariat national à la coordination propose l'organisation suivante : Nos camarades Jospin et Bérégovoy présenteraient leurs rapports dès le début de la séance de cet après-midi et, ensuite, les camarades actuellement inscrits pour la discussion et qui n'ont pas pris la parole ce matin, le feront à la suite du rapport de Bérégovoy et de Jospin, dans la discussion général, qui s'installera à ce moment-là.
Est-ce que le Convention est d'accord avec cette proposition ?
La séance est levée. Reprise à 14 h 30.

Fondation Jean Jaurès